

# TORNATA DEL 5 GIUGNO 1851

— 52 —

PRESIDENZA DEL VICE-PRESIDENTE MARCHESE ALFIERI.

**SOMMARIO.** *Relazione sul progetto di legge concernente le tasse di navi, az'one ed ancoraggio — Relazione della Commissione incaricata dell'esame delle domande di congedo — Approvazione delle conclusioni della medesima — Discussione sul progetto di legge per un'annua imposta sui crediti fruttiferi — Prendono parte alla discussione generale i senatori Jacquemoud, Balbi-Piovera, Cibrario, Di Castagnetto, Maestri e il commissario regio, Arnulfo — Chiusura della discussione generale — Articolo 1 — Emendamento della Commissione — Osservazioni dei senatori Pinelli, Stura e del commissario regio — Approvazione dell'articolo modificato dalla Commissione — Articolo 2 — Emendamento del senatore Jacquemoud — Osservazioni del commissario regio — Emendamento dei senatori De Cardenas e Galli — Considerazioni del commissario regio e dei senatori Cibrario e Di Castagnetto — Rinvio dell'articolo 3 alla Commissione.*

La seduta è aperta alle ore 3 pomeridiane.  
**CIBRARIO**, segretario, dà lettura del processo verbale dell'ultima tornata il quale viene approvato.  
**PRESIDENTE.** Essendo in pronto la relazione sul progetto di legge relativo alla tassa di navigazione, di ancoraggio e di darsena, il relatore dell'ufficio centrale per esso istituita ha la parola.

## RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PORTANTE RIFORMA DELLE TASSE DI NAVIGAZIONE E D'ANCORAGGIO.

**DE FERRARI**, relatore, legge la relazione (Vedi vol. Documenti, pag. 667.)  
**PRESIDENTE.** Questa relazione sarà stampata e distribuita: la discussione avrà luogo dopo le leggi di cui si è già udita prima d'ora la relazione.

## RAPPORTO DELLA COMMISSIONE INTORNO AI CONGEDI.

**PRESIDENTE.** Il signor senatore Di Montezemolo credo abbia una relazione a fare in nome della Commissione creata ieri in ordine ai congedi.  
**DI MONTEZEMOLO.** Signori senatori: la Commissione incaricata di esaminare le domande in congedo presentate al Senato, e di dare un preavviso in ordine alle medesime, ha l'onore di esporvi che, avendo preso in considerazione la richiesta del congedo di un mese del senatore generale Maffei, presentata al Senato nella tornata di ieri, essa opinò che in vista dell'assidua presenza e dei continui servizi prestati dall'onorevole senatore possa il medesimo venire concesso: riservandosi a presentare al Senato un progetto di provvedimenti disciplinari, per cui vengano stabilite le norme generali da seguirsi nell'accordare i congedi, affinché il numero dei medesimi sia sempre in relazione colle esigenze del pubblico servizio e degli uffizi affidati al Senato.  
**PRESIDENTE.** Se non vi hanno obiezioni sulle conclusioni della Commissione consegnate nel rapporto io le metto al voti.

Chi le approva voglia alzarsi.  
(Sono approvate.)  
Resta adunque accordato il congedo di un mese al senatore Maffei.

## DISCUSSIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER UN'ANNUA IMPOSTA SUI CREDITI FRUTTIFERI.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno reca la discussione sul progetto di legge per un'annua imposta sui crediti fruttiferi di cui già è stata distribuita la relazione: se il Senato crede che si dia lettura del testo... (Vedi vol. Documenti, pagine 272-273.)  
**STARA.** È troppo lunga.  
**PRESIDENTE.** Allora resta aperta la discussione generale. La parola è al signor senatore Jacquemoud.  
**JACQUEMOUD.** Messieurs, la loi d'impôt sur le revenu des créances, qui a été présentée par monsieur le ministre des finances, a été modifiée par la Commission de la Chambre électorale; la Chambre électorale a modifié à son tour le projet de sa Commission, et le bureau central du Sénat propose encore des modifications nouvelles. Lorsque tant d'hommes éminents ont appliqué leur intelligence à remédier aux imperfections d'une loi, et qu'ils n'ont pu parvenir à obtenir le résultat qu'ils espéraient, ne convient-il pas de remonter au principe même de la loi et d'examiner si elle ne serait pas entachée de quelque vice radical qui résiste aux efforts de la science?  
Messieurs, en étudiant cette loi sous ses faces principales et en la soumettant aux calculs de l'analyse, j'ai acquis la conviction profonde qu'elle repose sur une base fautive ou, en d'autres termes, que la matière imposable est mal choisie; que la perception de cet impôt est hérissée de difficultés, et que son produit sera presque nul pour le trésor; j'exposerai librement les motifs sur lesquels repose mon opinion; mais auparavant, j'ose réclamer l'indulgence du Sénat, car je suis dépourvu de cette éloquence si nécessaire pour être écouté dans des questions aussi arides que celles qui nous occupent. Je m'efforcerai d'être court, et je me bornerai à esquisser mes arguments avec rapidité.  
Sans doute, messieurs, l'intérêt général exige la création

de nouveaux impôts pour rétablir l'équilibre dans les finances de l'Etat; c'est une vérité incontestable; tous les citoyens comprennent la nécessité de venir en aide au trésor, et j'en suis tellement pénétré que je suis déterminé à voter l'impôt sur les successions sans modifications d'aucune sorte et tel qu'il a été adopté par la Chambre élective; que j'adhère en maxime à l'imposition des patentes et à la taxe personnelle et mobilière, mais je refuse mon vote à l'impôt sur les créances, et je le refuserai à l'augmentation du quart sur la contribution foncière.

Si les impôts établis, et ceux que je viens d'énumérer sont insuffisants pour les besoins du trésor, je n'aurais accompli qu'une partie de ma tâche, en démontrant les vices de l'impôt sur les créances et de l'augmentation du quart de la contribution foncière; aussi je me réserve d'indiquer une nouvelle ressource exempte des graves inconvénients que présentent ces deux lois.

J'y reviendrai tout-à-l'heure, et je reprends ma proposition sur la loi qui nous est soumise.

Je dis que l'impôt sur le revenu des créances repose sur une base fautive ou, en d'autres termes, que la matière imposable est mal choisie.

Cet impôt a pour but, dit-on, d'atteindre les riches capitalistes qui ont été épargnés jusqu'à présent; mais il est aisé de démontrer qu'il frappe en général la classe la plus pauvre des capitalistes, c'est-à-dire ceux qui préfèrent la sécurité du capital aux chances d'un intérêt plus élevé, parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire des sacrifices.

Notre administration des finances nous a fourni trop peu de documents statistiques sur cette matière, mais en France il a été procédé en 1844 à la statistique des inscriptions hypothécaires prises pour cause de prêts, et on a reconnu qu'elles se montaient à 289,896. Eh bien, messieurs, sur cette masse d'inscriptions il y en a 155,320 qui sont prises pour des prêts inférieurs à la somme de 400 francs, 89,323 pour des prêts de 400 à 1000 francs, et seulement 84,853 pour des sommes excédant 1000 francs, c'est-à-dire, environ le quart de la somme totale des inscriptions.

En 1844 la France était dans un état très-prospère. La confiance avait atteint les plus hautes limites, les fonds publics étaient au-dessus du pair, et les capitaux étaient aussi abondants qu'ils peuvent l'être aujourd'hui dans le royaume. Il est à croire que les inscriptions hypothécaires existent chez nous dans une proportion analogue. Vous voyez donc, messieurs, qu'en frappant d'un impôt les créances hypothécaires, nous frapperions précisément et principalement la classe la plus pauvre des prêteurs. Nous frapperions aussi la classe la plus intéressante aux yeux de la loi, qui entoure d'une protection spéciale les mineurs, les pupilles, les interdits, les corps-moraux et les personnes administrées, obligées de placer leurs fonds par prêts hypothécaires.

On distingue quatre espèces de créances :

1° Les rentes sur les fonds publics; celles-là ne peuvent pas être imposées; ce serait en réalité une diminution de l'intérêt promis par l'Etat, ce qui serait contraire à ses engagements envers les prêteurs de rentes, et lorsque le Gouvernement se trouverait dans la nécessité de contracter de nouveaux emprunts, il n'obtiendrait des capitaux qu'à des conditions beaucoup moins favorables. Il perdrait d'un côté bien plus qu'il n'aurait gagné de l'autre. Il est donc impossible de penser à imposer les rentes;

2° Les créances sous-seing privé;

3° Les créances commerciales. Elles échappent les unes

et les autres aux investigations du fisc, et ce sont les plus nombreuses;

4° Les créances par acte public.

D'après les documents statistiques qui furent pris en France à la même époque, il a été reconnu que les créances hypothécaires étaient dans la proportion d'un onzième par rapport à la masse totale des rentes mobilières; ainsi, la loi actuelle n'imposerait que la plus faible partie des rentes, c'est-à-dire la onzième partie, ce qui serait extrêmement injuste. Je sais qu'en matière d'impôt, il est impossible d'arriver à une parfaite répartition; mais une telle inégalité est monstrueuse. Que dirait-on, si on faisait l'application de ce système à l'impôt territorial; si, par exemple, on frappait d'impôt seulement les risières, et que les vignes, les champs, les prairies et les bois fussent épargnés? Les propriétaires de risières crieraient à l'injustice et ils auraient raison. L'impôt sur les créances hypothécaires est donc entaché d'un vice radical. Un impôt aussi injuste ne saurait être admis, parce qu'en le faisant peser sur une seule partie des revenus mobiliers, on diminuerait cette source de la fortune publique.

Une autre injustice de cet impôt, c'est que les créances hypothécaires, même avec stipulation d'intérêt, ne représentent pas toujours des revenus distincts. Par exemple, le propriétaire d'une terre qui vaut 26 mille francs, a emprunté 20 mille francs sur cette terre. Pour se libérer, il la vend et charge l'acquéreur d'acquitter sa dette à son prêteur. L'acquéreur revend la terre à son tour, et charge aussi ce nouvel acquéreur de le libérer de sa dette. Il y aura trois inscriptions hypothécaires, l'inscription primitive du prêteur sur la propriété, une inscription en faveur du premier vendeur contre le premier acquéreur, et une seconde inscription au préjudice du second acquéreur. Voilà donc trois inscriptions qui figurent pour des prêts hypothécaires portant intérêt, tandis qu'il n'y a en réalité qu'une seule créance. Je pourrais multiplier les exemples de ce genre, mais je ne veux pas fatiguer l'attention du Sénat.

Remarquons encore une grande imperfection de cette loi. Les créanciers qu'elle se propose d'atteindre sont ceux dont les opérations ont été les plus productives pour le trésor par les droits de papier timbré, d'insinuation, d'inscriptions hypothécaires, de quittance et de radiation qu'ils ont acquittés; en un mot, c'est la catégorie de créanciers qui a le plus contribué à grossir la caisse de l'Etat, qui va être frappée par le nouvel impôt.

Il arrive souvent que les petits créanciers sont dans une condition bien malheureuse. Ils ne sont pas dans le cas prévu par la loi, parce qu'il n'y a pas faillite déclarée, ou que le jugement d'ordre n'est pas commencé, mais les débiteurs ne servent pas les intérêts; le créancier attend, il prend patience, quelquefois même son capital est compromis, et cependant il sera atteint par l'impôt.

Tous ces inconvénients existeront, à la vérité, pour les créanciers dont les créances hypothécaires ne sont pas encore à jour, parce que ceux-là ne pourront pas obliger les débiteurs à se charger de payer l'impôt; mais si les créances sont à jour, et il y en a près des deux tiers, les prêteurs feront la loi à l'emprunteur et lui diront: vous allez payer l'impôt ou rembourser le capital; et si l'emprunteur n'est pas prêt à rembourser, il devra se soumettre à cette dure condition, ou subir l'expropriation de ses immeubles. Plus un propriétaire sera géré, plus il sera contraint par son créancier de se charger de l'impôt; il retombera donc sur les débiteurs les plus pauvres, sur ceux qui se trouvent dans la

situation la plus fâcheuse. Il est évident que cette loi causera une perturbation générale dans les fortunes et bouleversera le pays.

Quand le débiteur aura le moyen de rembourser son créancier, il est à craindre alors que ce nouveau capital ne soit plus placé sur hypothèques, ou qu'il aille chercher un emploi à l'étranger. Les nouvelles qui viennent des provinces situées aux frontières font connaître que la seule crainte de cette loi a déjà fait fuir à l'étranger une partie des capitaux qui alimentaient l'agriculture et l'industrie. Les créanciers étrangers qui avaient placé des fonds chez nous cherchent à les retirer; les capitaux sont cosmopolites et mobiles de leur nature, ils sont très-susceptibles et vont chercher les lieux où ils sont plus sûrs et plus libres; une fois qu'on les aura mis en fuite, il sera très-difficile de les faire revenir.

L'importance que jouent les capitaux dans l'industrie, dans l'agriculture, est un fait généralement reconnu en économie politique. On s'est surtout beaucoup préoccupé de chercher les moyens de rendre les prêts moins onéreux aux agriculteurs au moyen de Banques agricoles; parce que, plus ces prêts sont onéreux, plus ils multiplient les obstacles aux progrès de l'agriculture, aux dessèchements, aux plantations, à l'éducation du bétail, enfin à tout ce qui tend à augmenter et perfectionner la production agricole. L'impôt sur les créances produira le résultat diamétralement contraire à celui que les économistes ont constamment cherché à obtenir.

L'impôt qui pèse sur le sol sous toutes les formes écrase déjà l'agriculture; si l'on augmente encore ce poids qu'elle supporte, à peine, une telle mesure aura les plus funestes conséquences. Attirer les capitaux étrangers et obtenir la diminution du taux de l'intérêt, tels doivent être les efforts d'une bonne administration. Au contraire, la loi en discussion sera fuir les capitaux, elle rendra les prêts plus difficiles et le taux de l'intérêt plus onéreux.

Un des plus tristes effets de cet impôt sera de favoriser l'usure.

En présence des droits considérables que les emprunteurs sont déjà obligés de supporter, il est fort à craindre que des usuriers ne cherchent à profiter de tout l'avantage que leur procure la loi actuelle, lorsqu'il s'agira surtout de petits capitaux.

Le crédit public se compose de la masse du crédit particulier; si on lui porte atteinte, si on fait élever par une mauvaise loi le taux de l'intérêt, cette mesure réagit sur le crédit public, et elle réagira contre l'Etat d'une manière d'autant plus fâcheuse que nous sommes à la veille de contracter des emprunts. C'est une considération sur laquelle je vous prie, messieurs, de vouloir réfléchir.

Suivant les théories de la science financière, le poids d'un impôt doit être apprécié, non point par le montant de la somme qui entre dans les caisses de l'Etat, mais par l'étendue des sacrifices qui en résultent pour la nation. Tout impôt qui oblige la nation à des sacrifices plus considérables que la somme qui entre dans les caisses de l'Etat est un mauvais impôt. Or, messieurs, s'il est démontré que cette loi fera élever le taux de l'intérêt, il est évident qu'elle imposera des sacrifices à ceux-là mêmes qui ne versent rien au trésor, puisque, sans elle, ils auraient obtenu les capitaux à de meilleures conditions. C'est sur les agents intermédiaires du travail, sur les industriels, sur les agriculteurs en masse que les pernicieux effets de cette loi se feront sentir; elle portera atteinte indirectement à la production, au travail, à la consommation.

Après avoir démontré que cet impôt est vicieux dans sa base, qu'il aurait des résultats funestes, qu'il retomberait à la charge des emprunteurs, parce que les capitaux sont plus demandés qu'offerts, je passe à ma seconde proposition, c'est-à-dire que la perception d'un tel impôt est hérissée de difficultés.

En effet, on peut appliquer aux créances hypothécaires des raisons analogues à celles qui ont déterminé le bureau central à modifier le projet adopté par la Chambre électorale, et à abandonner les créances authentiques non inscrites. Pour dresser les rôles, il faudra compulser tous les bureaux des conservateurs des hypothèques, et, après avoir consacré à ce travail un temps considérable, on n'aura obtenu qu'une œuvre fort incomplète, et sur laquelle on ne saurait baser des calculs exacts. Un grand nombre d'inscriptions subsistent encore, quoique les créances pour la sûreté desquelles elles ont été prises, soient éteintes, parce que le débiteur ne s'est pas inquiété de les faire radier, soit par négligence, soit par économie pour éviter des frais.

Ensuite, il y a des inscriptions prises au nom d'un seul créancier contre plusieurs débiteurs solidaires. Ces inscriptions sont répétées autant de fois qu'il y a de débiteurs différents. Bien plus, si on a donné hypothèque sur des immeubles situés dans diverses provinces, ces mêmes inscriptions sont reproduites dans chaque bureau du lieu où sont situés des biens donnés en garantie pour la même créance. Que de difficultés! que de complications! que de travaux inutiles, mais dispendieux qui augmentent les frais de perception, qui donnent naissance à des procès, à des contestations avec les finances! Des hommes pratiques soutiennent qu'un tel impôt est d'une perception presque impossible.

J'ai dit, en dernier lieu, que le produit de cet impôt serait à peu près nul pour le trésor.

Et d'abord, il sera très-facile de s'y soustraire dans la stipulation des prêts futurs.

Je suppose qu'un prêteur place un capital avec hypothèque, remboursable à première réquisition, sans intérêt jusqu'alors. Ce prêt ne sera pas soumis à l'impôt, mais le capital sera parfaitement assuré, et on peut être persuadé que l'emprunteur ne fera aucune difficulté de servir les intérêts, parce que le jour où il manquerait à sa promesse, il serait poursuivi en remboursement. Cette fraude est si facile qu'on ne manquera pas d'y avoir recours.

Mais, en admettant que cet impôt pût produire un million, suivant les prévisions du Gouvernement (bien que nous soyons dépourvus de données statistiques à cet égard et qu'on puisse admettre avec autant de raison qu'il n'arrivera pas à la moitié de cette somme), il est incontestable que cette loi fera diminuer le nombre des prêts hypothécaires, et alors le trésor perdra sur l'impôt du timbre, sur celui de l'insinuation et des hypothèques une partie notable de ce qu'il aura retiré de l'impôt sur les créances.

D'Audiffret, dans son savant ouvrage intitulé *Examen du revenu public*, établit que la durée moyenne des créances hypothécaires de 500 francs et au-dessous, ne dépasse pas deux ans.

Or une créance de 500 francs paie au trésor 10 francs 50 centimes de droits pour timbre, tabellion, insinuation de l'acte constitutif, bordereau, inscription, acte de quittance, radiation et certificat; ce qui fait 5 francs 25 centimes par an. Suivant la loi actuelle, une rente de 15 francs (intérêt du capital de 500 francs) paiera une taxe annuelle de 75 centimes, c'est-à-dire le septième de ce que produit au trésor l'acte authentique et l'inscription dudit capital.

Il suit de là que, si la nouvelle loi faisait diminuer les prêts hypothécaires dans la proportion d'un cinquième, le trésor éprouverait une diminution importante dans ses ressources. Il aurait suscité beaucoup de mécontentements et de récriminations, tout en percevant une somme moins forte sur la masse des contribuables.

Enfin, on a reconnu que plus il y a d'inscriptions hypothécaires, plus les mutations de propriétés sont fréquentes, et quand les premières diminuent, les secondes diminuent aussi dans la même proportion. Or, si, par l'effet de la loi, le nombre des prêts hypothécaires est moins considérable, le trésor éprouvera une perte non moins sensible sur les droits de mutation.

Il suffit d'indiquer ces calculs, pour démontrer que le produit de l'impôt dont il s'agit sera très-peu productif au trésor.

Le Gouvernement et le bureau central paraissent être persuadés des graves inconvénients de cet impôt, puisqu'ils ne l'ont proposé que temporairement et en se fondant surtout sur l'empire de la nécessité.

La raison de la nécessité est admissible pour autoriser un nouvel impôt, mais non pas pour l'établir sur une mauvaise base.

J'ai annoncé, au commencement de mon discours, que j'indiquerais une perception d'impôt plus acceptable; j'ai voulu faire allusion aux droits de transcription, lesquels sont perçus en France en même temps que les droits d'enregistrement, à teneur de l'article 52 de la loi du 27 avril 1816. Chez nous, au contraire, la transcription est restée facultative; mais vous connaissez le rôle qu'elle joue dans notre système hypothécaire, et combien le défaut d'inscription occasionne de procès et fournit matière à des expropriations.

En rendant la transcription obligatoire, on créerait une ressource au trésor qui est évaluée à près de 400 mille francs pour la seule province de Turin, et qui produirait, dans les autres provinces, un revenu proportionné à leur richesse. Une telle ressource suppléerait à l'impôt sur les créances et à l'augmentation du quart sur la contribution territoriale. J'engage le Gouvernement à faire des études sur cette question.

En me référant aux considérations que j'ai eu l'honneur d'exposer, je vote contre la loi proposée; je me réserve toutefois de proposer un amendement à l'article 2, pour atténuer les effets de cette loi, dans le cas où elle serait adoptée par la majorité du Sénat.

**AMNULFO, commissario regio.** L'onorevole senatore permette che le modificazioni introdotte alla legge di cui discutiamo, e dalla Commissione della Camera dei deputati e dalla Commissione del Senato, ed i cambiamenti introdotti che ebbero luogo nella Camera dei deputati, sono un argomento per dedurre che la legge medesima abbia dei vizi intrinseci, e meriti perciò di essere respinta.

Io rispondo a tale premessa che le modificazioni che si facciano ad una legge provano che la medesima è in massima ammissibile, poichè altrimenti non si farebbero. Quindi da esse inutilmente si argomenta della sua inammissibilità.

Le modificazioni potrebbero provare che il progetto non sia in tutto corrispondente allo scopo cui mira, ma non che il principio di massima non sia ammissibile; parmi perciò di poter affermare che il principio dell'imposta sui capitali fruttiferi sia riconosciuto dagli emendamenti che al progetto primitivo si vennero facendo o dalle Commissioni, o da uno dei poteri dello Stato.

Giustificato da questo lato il principio, io non mi farò a giustificare in rigore di termini il tenore del progetto presentato dal Governo, poichè esso è sempre disposto ad accogliere con piacere le modificazioni che meglio conducono ad avere una legge ben compilata.

Conforta però il Governo il pensiero che gli emendamenti proposti dal Senato sono per buon numero la riproduzione del progetto presentato dal Ministero: il che dimostra che tale progetto non merita la censura che gli venne fatta dall'onorevole senatore Jacquemoud se in esso concorre la Commissione del Senato nelle più essenziali disposizioni.

Ciò premesso, passerò ad esame le obiezioni che si sono fatte, desunte dalla natura dell'imposta, dalla difficoltà di riscossione e dal piccolo prodotto che se ne può sperare. L'onorevole senatore dice che questa legge ha una base falsa, o, a meglio dire, che la materia imponibile non è bene scelta; e per giustificare questo suo asserto adduce alcuni argomenti ai quali io tenterò di rispondere separatamente onde recare dal canto mio la maggior chiarezza che mi sia possibile nella discussione.

Il primo obbietto consiste nell'asserire che la legge di cui si discute, venga a colpire i piccoli, non i grossi capitalisti, ossia più i poveri che i ricchi.

Dirò da prima che quando si tratta d'imposte dirette sopra un determinato oggetto, come lo è qui l'imposta sui capitali, non devesi indagare; anzi, dirò meglio, è pregiudizievole l'indagare la persona del possessore della cosa soggetta al tributo. Solo si deve considerare dalla legge la materia imponibile, e così nel nostro caso l'esistenza del credito, a chiunque questo appartenga, sia il titolare ricco, o povero.

Nè altrimenti succede la cosa relativamente ad altre imposte vigenti, in ordine alle quali non la qualità della persona, ma la natura della cosa imposta si colpisce. E così difatti avviene per la contribuzione prediale; poichè la legge non va cercando se colui che possiede possenga un latifondo od un piccolo campo; non va a cercare se sia allronde ricco, o se sia in quella povertà relativa che la misura del suo fondo lascierebbe presumere; ma la legge dice: voi possedete una data misura di terreno, e per menoma ch'essa sia voi pagherete nella stessa proporzione che paga colui che possiede un latifondo.

Questo medesimo sistema si adottò nelle leggi sulle successioni, sulle manimorte, ed altre tali sancite dal Parlamento, nelle quali non si va rintracciando la ricchezza relativa del possessore del patrimonio o dell'eredità tassabile, ma il solo rilevare di questa.

Applicando questo principio alla legge attuale, dirò che tutt'altra che vi ha un capitale fruttifero ipotecario, deve essere colpito d'imposta, perchè è un capitale che frutta, non perchè appartenga ad uno o ad un altro possessore.

D'altronde se si avesse riguardo alla persona di chi lo possiede, sarebbe impossibile l'imposta, perchè un capitale, un credito passa da una mano ad un'altra; ora è nelle mani di un povero, domani lo è in quelle di un ricco per successive trasmissioni, per cessione, per eredità, ed allora ne deriverebbe la conseguenza che un credito, ora sarebbe soggetto a tassa, domani non lo sarebbe più. Questi inconvenienti si produrrebbero in tutte le imposte, se il sistema sovra confutato fosse per prevalere, poichè ad esse dovrebbero conformarsi le leggi. Per contro, siccome nel sistema adottato nelle altre leggi d'imposte, si considera la cosa, non la persona, deve considerarsi la cosa anche nell'attuale.

Argomenta in secondo luogo l'onorevole senatore, dal calcolo altrove fatto, che cioè i crediti ipotecari siano al totale

legli altri crediti come l'undecima parte, e soggiunge che non è giusto il quotare tale piccola porzione solamente, ma che dovrebbero quotare tutti gli altri crediti. Premetterò che nelle 10 undecime parti di crediti l'onorevole opponente afferma compresi i crediti derivanti dal commercio, i quali sicuramente sono i più rilevanti e numerosi. Ora avendo il Governo presentato una legge per tassare i commercianti, i loro crediti saranno tassati. Fatta questa sottrazione dal totale dei crediti, non avremo più un solo undecimo di crediti assoggettati a tributo, ma una quantità principalissima di crediti ed in modo diretto od in modo indiretto.

Ma quand'anche fosse vero che una grande quantità di crediti sfuggisse all'imposta, io credo che non se ne potrebbe dedurre la conseguenza che si debbano sottrarre all'imposta i crediti ipotecari. Non è possibile nelle leggi d'imposta di tutto colpire che nulla sfugga all'applicazione della legge. Difatti non si può evitare in modo compiuto il contrabbando, né tutte le frodi, ma ciò non pertanto facciamo leggi relative agli oggetti ai quali le frodi si riferiscono, e le crediamo utili e profittevoli allo Stato.

Quindi, verrebbe non tutti i crediti si possono colpire, non tralasciando d'essere giusta la legge che sottopone a tributo quelli che si manifestano e sono suscettibili d'imposta.

Indipendentemente da ciò, notevole è la differenza fra i crediti ipotecari e gli altri, cioè i chirografari (giacchè di quelli commerciali già ebbi a parlare), ed una differenza essenziale, poichè i crediti ipotecari sono, per così dire, immobilizzati, hanno per lo più una lunga mora per la restituzione, godono di una maggiore protezione della legge, sia per l'ipoteca che la medesima accorda, sia per la maggior facilità di riscossione che il credito ipotecario presenta in via di esecuzione sugli stabili.

I crediti ipotecari pertanto sono in una condizione sommarmente diversa dai chirografari e per ragione di sicurezza, e per ragione di più facile esazione, ed invece che i crediti portati da semplici chirografi sono, direi, passeggeri, passano da mano a mano, sono costituiti con breve mora, si estinguono e si riproducono pressochè continuamente, il che costituisce una essenzialissima differenza, la quale può determinare l'imposta sui capitali ipotecari e non sui chirografari.

Ma altri motivi esistono per cui non può estendersi l'imposta a questi ultimi. Colte leggi che stabiliscono tributi si deve pensare alla possibilità di applicarle alla pratica attuazione.

Ora, siccome il colpire i crediti risultanti da semplici chirografi non è possibile senza gli inconvenienti gravissimi, maggiori forse dei vantaggi che ridonderebbero assoggettandoli a tassa, come di leggieri ognuno si persuade, poichè sarebbero da adoperarsi fiscalità intollerabili e si produrrebbero gravi perturbazioni nelle private convenzioni, ragionevole cosa è limitare l'imposta ai capitali ipotecari senza che la legge debba ravvisarsi ingiusta.

Un terzo argomento l'onorevole senatore deduce da un'ipotesi, cioè dal caso in cui quegli che è debitore di una somma faccia distralto di uno stabile e deleghi il pagamento all'acquirente, e che ciò si ripeta da costui e da un terzo ancora.

Sia pure, ma io non credo che il legislatore debba di ciò occuparsi; non deve tenere dietro a quel che i privati, nel loro particolare interesse, credono loro convenienza di fare; non deve indagare le ragioni che essi hanno di spropriarsi di una data cosa per soddisfare ad un dato debito, di costituire un credito, di contrarre un debito, di fare un acquisto; il legislatore deve colpire la materia imponibile, e la materia

imponibile è la costituzione di un credito; se il credito esiste, deve essere soggetto a tassa; i cittadini lo sanno, essi provvedono ai loro interessi. Se non che questa non è una circostanza che si verifichi per questa sola legge, ma anche in molte altre leggi d'imposte vigenti, e che l'onorevole senatore dichiarò che è disposto a mantenere, ed anzi ad ammetterne delle altre simili.

Difatti, uno stabile si vende una, due, tre volte, ed è pur sempre lo stesso stabile, eppure paga una, due, tre volte il diritto di trasmissione di proprietà; e così avviene delle eredità; così il credito che passa in più mani che si riproduce, si riconsituisce, paga sempre la tassa tutt'alvolta che esiste o si riproduce. Non vi è dunque per questa imposta inconveniente maggiore (se pur vi fosse) di quello che s'incontri negli altri generi di imposte vigenti.

Si manifestò in questo luogo il timore che da questa tassa ne possa derivare la conseguenza che i debitori la vengano a sopportare a vece dei creditori; io non ho questo timore, fatta però qualche eccezione, perchè le proposizioni assolute in molti casi non possono sostenersi, tanto più poi la materia di imposte. Sarebbe temibile l'inconveniente accennato dall'onorevole preopinante, ove l'interesse dei capitali non fosse dalla legge fissato; nè si conoscesse l'interesse legale, ma vigesse il sistema da alcuni economisti raccomandato di lasciare che convenzionalmente ognuno stabilisse quella quota di interesse che gli torna a conto; allora in alcune circostanze potrebbe forse il mutante, il creditore far sopportare l'imposta dal mutuario, dal debitore, aumentando di altrettanto il rilevare degli interessi; ma noi abbiamo nella legge un limite all'interesse, ed ogni aggiunta a questo costituisce usura, contro la quale la legge provvede.

Se non che non sempre la volontà del creditore è legge per il debitore, sapendosi che il prezzo delle cose non è solo determinato dalla volontà del venditore, ma lo è principalmente dall'offerta e dalla domanda della merce; motivo per cui, dove i capitali fossero abbondanti, potrebbe darsi che l'imposta non venisse pagata dal debitore, poichè l'offerta superando la domanda, colui che abbisogna di denaro non si disporrebbe a pagare un interesse elevato di tanto che comprendesse la tassa di cui ragioniamo. Ma, fatta astrazione da questa circostanza, io dico: là dove come da noi vi ha un interesse legale, l'accennato timore è eccessivo. E di vero abbiamo sempre creduto che la misura di tal interesse generalmente non si oltrepassi, perchè la legge proibisce l'usura, e stabilisce che quella commettendosi possa venire repressa non tanto colle pene, quanto col far sì che il di più pagato per interesse sia imputato nel capitale; e per verità ai giorni nostri non si vede più praticato come nei tempi remoti l'usura in tale proporzione da poterne imporre; parmi anzi poter dire che non molte sono le questioni d'usura che si presentano nel foro, e che non si vede praticata salvo rarissimamente.

Adunque, o questa imposta si vorrà far sopportare dal debitore mediante esplicita convenzione, ed allora la legge vi si oppone, perchè tale convenzione è assolutamente nulla a fronte della disposizione che l'imposta deve essere sopportata dal creditore; o in vano quindi si tenterebbe di farla pagare dal debitore, salvo a titolo d'usura: ovvero si farà per accordo segreto, ed allora ne deriverà la conseguenza che, fatta astrazione da alcuni casi, o non si osserverà l'accordo, o vi saranno dei debitori che a suo tempo chiederanno l'imputazione del pagato nel capitale, e ve ne saranno degli altri che spingeranno la cosa più innanzi, denunziando l'abituale usura de' mutuari onde renderli passibili delle pene.

Concludo da ciò che se attualmente crediamo che le leggi sull'usura sono sufficienti, e sono da tanto da far sì che l'usura non si faccia sopra una scala ragguardevole, noi non dobbiamo temere che questa leggiera imposta possa formare oggetto d'usura, o, se la formerà, sarà repressa dalle leggi vigenti.

D'un altro timore debbo ora tener conto, di quello cioè che i capitali possano passare all'estero; convengo che si trattasse di tassa eccessiva, ciò potrebbe succedere, anzi succederebbe; ma appunto per evitare questo inconveniente, il Governo si è limitato a proporre una tassa modica, una tassa tale il cui rilevare sia di molto inferiore agli inconvenienti, ai pericoli, ai danni che potrebbero derivare a chi volesse esportare i suoi capitali.

E per vero, luttavolta che la tassa è limitata al quarto per cento, vale a dire alla ventesima parte del reddito, è egli probabile che uno voglia esporre i suoi capitali collocandoli in paese estero, ove più difficile egli è il conoscere la responsabilità di coloro che li prenderebbero, meno facile collocare i capitali con sua soddisfazione egualmente che nel proprio paese, onde evitare il tenue sacrificio del quarto per cento? E vediamo d'altronde che ne' paesi circostanti l'interesse non è più elevato di quello che sia in Piemonte; in alcuni è anche meno elevato; ragione per cui non è a temersi che per evitare questa modica tassa i capitali possano emigrare.

Altra cosa sarebbe se si trattasse, per esempio, dell'uno per cento, cioè del quinto della rendita, o di altra consimile quota non lieve.

Si teme che la legge possa dai cittadini rendersi illusoria; io non ne contenderò la possibilità in alcuni casi, ma dirò solo che questa non sarà, e non è la sola legge che possa eludersi in circostanze eccezionali, ma da ciò non si deve inferire che la legge non debbe farsi.

In massima generale, colui che ha timore di confidare un capitale ad un individuo, stipula un'ipoteca; colui che non ha timore, anche prima di quest'imposta aveva tutto l'interesse d'evitare la spesa dell'atto pubblico, dell'iscrizione ipotecaria e di tutti gli accessori: onde io dico che chi temeva, stipulava ipoteca; chi temerà, stipulerà ancora ipoteca: vi sarà qualche eccezione in coloro che era in dubbio se si sarebbe accontentato di un circolo o no; ma questi casi sono rari, motivo per cui gli istromenti, che si facevano dal più al meno, si faranno egualmente. Non vi è quindi timore che possa diminuirsi considerevolmente la riscossione delle tasse pel diminuito numero degli istromenti.

Si teme che altro mezzo s'impieghi per illudere la legge, cioè che si stipuli per atto pubblico la restituzione del capitale senza obbligo di pagare interessi, e che quest'obbligazione s'assuma indipendentemente dall'atto pubblico, il che farebbe considerare il capitale infruttifero.

Io credo che stipulandosi nell'istromento che non si debbano interessi, il pagamento che se ne facesse di poi potrebbe dal debitore venire imputato nel capitale.

Se non vi fosse stipulazione contraria nell'atto pubblico, non presenterebbe, a mio modo di vedere, difficoltà veruna il pagamento degli interessi che tuttavia si facesse; ma, a fronte d'una stipulazione contraria, il pagamento fatto si imputerebbe, secondo ogni probabilità, nel capitale; e ciò perchè abbiamo nel Codice civile, che non si possono fare per scrittura privata contrattazioni che modifichino lo stipulato negli atti pubblici, ma esse debbono essere fatte egualmente per atto pubblico. Ora la convenzione che si facesse indipendentemente dall'istromento, anzi contro la stipula-

zione contenuta in esso, non sarebbe valida, e quindi il pagamento sarebbe di necessità imputabile nel capitale. Alcuni di questi casi verificandosi, servirebbero di norma per abbandonare questi mezzi di rendere la legge illusoria.

Oltrechè, chi contratta per procurarsi ipoteca con istromento, difficilmente ha tanta confidenza nel debitore da porre a rischio gli interessi, massime in caso di subastazione degli stabili ipotecati e della graduazione sul prezzo a fronte di altri creditori.

Finalmente si dice che mancano dati statistici per sapere quale sia il prodotto probabile di questa tassa, ma tuttavia si crede che sarà di poco rilievo. Quanto a questi dati io posso soddisfare l'onorevole preopinante, accennando che nella relazione fatta dal ministro delle finanze, che sta in fronte al progetto di legge presentato alla Camera dei deputati, si è così spiegato:

« L'imposta di cui trattasi, contenuta nei limiti d'un quarto per cento, potrà produrre all'erario la somma di circa un milione e duecento mila lire, dacchè i capitali iscritti nei registri dei conservatori delle ipoteche che si riconobbero in occasione del prestito obbligatorio ascende a lire 950,595,880, che per gli effetti della presente tassa si dovrebbero ridurre a circa la metà, fatta ragione delle iscrizioni duplicate per un medesimo titolo, alle estinte e non cancellate, ed a quelle che riguardano crediti infruttiferi, od altrimenti non imponibili. »

Questo è un dato statistico che si è ricavato dagli elenchi redatti dai conservatori delle ipoteche in occasione del prestito obbligatorio.

Per ultimo argomento si addusse la difficoltà della riscossione dell'imposta. Io non voglio disconoscere che delle difficoltà ve ne esistono; ma, a fronte della necessità, le difficoltà, se non scompaiono, debbono per lo meno superarsi. Difficile incombenza è questa pel Governo, ma egli che ebbe il coraggio di presentare la legge, spinto dal bisogno di richiamare l'equilibrio nelle finanze, ha assunto pure il peso di curarne l'esecuzione, di possibilmente superare le difficoltà. Ripeto, non sono difficoltà di lieve momento, ma quelle accennate dall'onorevole senatore sono in parte scemate (dico in parte) da due circostanze, cioè dal prestito obbligatorio, il quale pose in avvertenza coloro che avevano delle ipoteche materialmente iscritte, ma che potevano essere cancellate, di farle cancellare, il che si fece di buon numero d'iscrizioni, e dalla circostanza che la presentazione di questa legge fatta da molti mesi, portante imposizione sui crediti fruttiferi ipotecari ed iscritti, servì di un secondo avviso per praticare le opportune indagini, affinché le ipoteche che non sussistono più, salvo materialmente, siano cancellate. Rimarranno alcune ipoteche tuttavia iscritte, ma che non debbono sussistere; vi rimarranno delle iscrizioni duplicate in due o tre provincie; ciò vuol dire che coloro i quali saranno richiesti dell'imposta richiameranno, giustificheranno che vi ha duplicazione, il che non è nè difficile, nè fastidioso, e si correggeranno i registri in poco tempo, il che scemerà gli inconvenienti.

Parmi quindi d'aver dimostrato che a fronte dei gravi ed urgenti bisogni dello Stato, si debba attingere ad ogni fonte di ricchezza; che i crediti ipotecari costituiscono una ricchezza, che essi godono di una speciale protezione della legge, che quindi sono materia imponibile: che i timori, che i dubbi suscitati, se possono avere un fondamento, l'hanno per il minor numero dei casi, e che quando siamo a fronte di un minor numero, il maggiore debbe determinare l'imposta; che finalmente gli inconvenienti rilevati non sono sufficienti per

consigliare l'abbandono, nelle attuali circostanze delle finanze, d'un'imposta che produrrà al tesoro circa un milione all'anno: e che per conseguenza il Senato vorrà passare alla discussione della legge ne' suoi articoli, ammettendo in massima la sua utilità, la sua necessità.

**PRESIDENTE.** Il senatore Balbi-Piovera ha la parola.

**BALBI-PIOVERA.** È cosa assai ardua per me, ne conosco tutta la difficoltà, di venire ad avversare una legge di necessità, la quale è presentata per parte del Ministero, ed appoggiata a due principali argomentazioni. La prima cioè, la necessità delle finanze; la seconda, l'apparenza della giustizia, la giustizia, dirò meglio, di colpire ogni cittadino ed ogni capitale di tributo eguale per tutti.

Riconoscendo le difficoltà in cui si trovano le finanze, mi sarà lecito in primo luogo di chiedere al Ministero se non sarebbe stato assai più razionale, assai più logico il regolarizzare le imposte antiche preesistenti, prima di imporre nuovi balzelli.

Questa regolarizzazione non è ancora stata tentata: so che vi sono delle gravi difficoltà fra le quali principalmente la mancanza o l'irregolarità dei catasti, che esige tempo e denari, e che questo non può avere luogo istantaneamente, ed in modo a coprire il bisogno presente.

Ma a ciò risponderò che nell'istesso modo con cui si è imposto provvisoriamente sopra i fabbricati, si potrebbe regolarizzare in tutte le provincie l'istessa regola di pagamento, col che non vedremmo nuovi balzelli prima di vedere se l'ammontare dei tributi regolarizzati non pareggiassero le spese. Non vedremmo provincie troppo imposte, ed altre che pagano pochissimi contributi.

Una voce. Quasi niente.

**BALBI-PIOVERA.** Vi sono delle parti che pagano questi tributi eccessivi sulla proprietà fondiaria, vi sono pure altri tributi che avrebbero ancora bisogno di essere regolarizzati, ed a tal proposito mi sia permesso di citare fra le altre cose un esempio di un mandamento posto nella provincia di Tortona, il quale si compone di 3622 abitanti, cioè di un capoluogo di mandamento con 844 abitanti, di un piccolo comune di 583 e di un altro comune di 1396, e che per questo fr personale mobiliare non paga che lire 912 e centesimi 86.

Il riparto poi fra questi comuni è il seguente, cioè: il capoluogo di mandamento abitato da molte persone e famiglie agiate e godenti di fortune discrete, in gran parte dalle 2 alle 10 mila lire di rendita, non paga che 502 lire; l'altro comune dove il territorio è diviso fra contadini paga lire 95; ed il terzo comune che ha 1396 abitanti paga lire 314: in questo comune la proprietà appartiene per quattro quinti ad un solo proprietario; il restante è diviso fra pochi, cosicchè per seguitare il regolamento che fissa questa tassa si è dovuto tassare arbitrariamente e contro al disposto della legge.

Non vi è proporzione nella tassazione. Vi sono dei comuni che pagano 16 centesimi per personale, ve ne sono degli altri che pagano una lira e cinquanta centesimi; e credo che, se tutte queste imposte fossero regolarizzate, le finanze sarebbero assai sollevate.

E ciò ho detto non per fare una proposizione, non per dare un consiglio, uso invalso da molti che propongono le loro idee al Ministero, ma solamente per difendere il mio assunto, cioè che mi pareva più razionale e più logico il regolarizzare quello che esiste, prima di stabilire nuove imposte.

L'altro argomento che milita in favore della legge è la giustizia di obbligare i capitalisti a pagare una somma per

contributo, mentre molti ve ne sono che non ne pagano alcuna.

Io non nego che sarebbe giusto, equo, che tutti pagassero secondo l'eguaglianza stabilita dallo Statuto, e più ancora nei costumi presenti, ma è il modo di pagare.

Io non credo che la legge venga a colpire il capitalista, ma verrà a colpire il creditore, perchè, chi detta le condizioni di questa sorta di contratto è quello che dà, non quello che richiede, perchè chi richiede ha bisogno, necessità, e subisce le conseguenze di questa sua posizione.

Io mi permetterò di narrare un fatto ben conosciuto in Genova, ed è che appena fu presentata questa legge due anni sono in Parlamento, tutti i mutanti i quali avevano crediti ipotecari che erano spirati, tutti, dico, hanno richiesti i loro capitali. Questo ha prodotto una perturbazione, e tutti i mutanti hanno dovuto acconsentire di caricarsi di qualunque stasi grave imposta che venisse a pesare sopra il capitale medesimo. Dunque potete ben stabilire conclusioni contrarie nella legge, ma i contratti rinnovati da quell'epoca tutti portano questo patto; e come in fatto di imprestazioni di danaro, la buona fede forma il credito, e che questo procura capitale, la legge non sarà obbligatoria che per chi non avrà cura del suo proprio credito, cioè di quel capitale morale che è il germe delle fortune e degli affari.

Questi sono fatti che nessuno potrà negare, perchè sono fatti esistenti.

Se si potesse obbligare il capitalista al pagamento dell'imposta, senza che questa ricadesse sulla proprietà, allora credo che la cosa sarebbe giusta e che si dovrebbe fare; ma io la credo cosa impossibile: vedo che quella non è che una imposta maggiore che si mette sulla proprietà stessa, e specialmente sopra l'agricoltura che ha tanto bisogno di capitali per prosperare, e sopra le altre speculazioni, come, ad esempio, sopra le fabbricazioni delle case.

Vediamo in Torino, e lo vediamo tutti i giorni, che molti di coloro che fabbricano case nuove non sono capitalisti, se lo fossero, vivrebbero di rendita; sono impresari e speculatori; si fanno prestare capitali sopra le case da fabbricare od in corso di fabbricazione, e quando la casa è fabbricata, vendono e restituiscono il capitale imprestato per la creazione di questo nuovo valore. Chi guadagna è lo speculatore con suo utile, ed il capitale della nazione che cresce, crea un valore creato; il capitale che ha servito diviso in mille mani, radunato nuovamente, serve ad altra creazione di valore o ad alimentare nuove industrie.

Consequentemente non si può negare che l'imposta non colpirà il capitalista, ma diventerà una nuova imposta sopra chi è già molto caricato, e che ha bisogno invece di essere molto aiutato: non servirà che a rendere più difficile il procurarsi capitali.

Capisco che è molto difficile a combattere i due argomenti che servono di scusa alla legge; ciò ho fatto per quanto ho potuto, ma mi permetterò, in ordine ancora allo stesso argomento, di trasportare la questione sopra altro terreno, sul terreno che sarà stato, non dubito, seriamente esaminato dal Ministero prima di proporre la legge, vale a dire il terreno del credito pubblico.

Io non penso, nè posso credere che il Governo voglia, nel colpire il credito de' privati, aiutare il credito pubblico ossia dei fondi pubblici.

A primo aspetto questa legge ha quest'apparenza: se i capitali troveranno degli ostacoli, se vi sarà un principio d'imposta e qualunque anche minimo, questo principio stabilito potrà essere coll'andar del tempo aumentato, perchè non si

può negare che i bisogni crescano: naturalmente gran parte de' capitali si erogheranno nei fondi pubblici, sarà un vantaggio artefatto per il tesoro; ma io non credo che la ricchezza nazionale sia basata sopra questi fondi la cui ricerca e valore è in ragione della prosperità, certezza e stabilità della nazione.

Molti capitali che sono in mano di privati, dell'industria, dell'agricoltura, ricadranno sul debito pubblico; e questo ritiro dei capitali forzatamente eseguito farà deprezzarne le proprietà e l'agricoltura, le quali saranno danneggiate assai da questo ritiro di capitali, di cui elleno abbisognano, per prosperare.

Nell'ultima seduta un mio amico e collega rammentava, a riguardo dei trattati di commercio, e proponeva che si seguitasse la politica storica e tradizionale; ma, signori, vi sono due ben distinte politiche tradizionali in fatto di amministrazione, di commercio, di capitali e di fondi pubblici, perchè lo Stato si compone presentemente di due Governi distinti, antagonisti nei secoli passati, ora non formanti che una sola nazione.

Vi era il Governo del Piemonte, il quale seguiva la politica basata dalla sorgente della sua prosperità e della sua posizione di provincia agricola e militare, rinchiusa fra altri Governi, e non avendo che un punto sul mare lontano, isolato e separato da monti quasi impraticabili.

Vi era poi un altro Governo, che aveva una politica tutt'altro diversa, perchè l'origine della sua ricchezza era pure affatto diversa, ed era quello della repubblica di Genova.

Ora, seguitando la politica di questi due diversi Governi, vediamo che uno tratteneva, impediva con legge che i capitali uscissero dallo Stato, mentre l'altro all'opposto lasciava piena, intiera libertà a' capitali di portarsi ove meglio conveniva loro.

*Voci.* No! no!

**SALMI-PIOVENA.** Credo che vi sono delle leggi che impedivano di comprare dei terreni fuori Stato, e benchè non versato sull'antica, e poco meno nella moderna giurisprudenza, posso assicurare che questa mia citazione non è leggermente avanzata.

Da queste due politiche pare a me che noi dobbiamo cercare un modo di crearne una terza, la quale dobbiamo seguire e che debba essere fondamento di ogni nostra istituzione finanziaria, basata sulla diversità di posizione fra l'epoca presente ed i tempi andati, sulla diversità di origine di ricchezza, che se erano allora o tutte agricole o tutte manifatture, deve ora partecipare dell'una e dell'altra per la prosperità di entrambe; e perciò a mio credere di internare la maggior quantità possibile di capitali nelle provincie nuovamente unite, o per meglio dire nello Stato, giacchè noi non facciamo ora che un tutto solido e compatto. Perciò io penso che ogni legge, ogni istituzione che potesse intaccare quella libertà, quella stabilità, è nociva, nocivissima a questo afflusso di capitali dall'estero all'interno, da una parte all'altra dello Stato.

Signori, a mio parere è facile, facile assai il distruggere la fiducia, il credito; ma è difficile, e pur troppo se ne accorgiamo, il ristabilire questa fiducia, questo credito, ed è per questa ragione che io mi sono alzato a combattere la legge che ci fu presentata.

Al momento in cui vi parlo, una di quelle istituzioni che traggono seco il fecondamento della prosperità dell'agricoltura, sta per realizzarsi in Genova, cioè la formazione di una Banca territoriale appunto per fornire all'industria agricola i mezzi di crescere in prosperità, e per venire in soc-

corso dei proprietari, senza che essi debbano ricorrere perpetuamente a mezzi rovinosi, e migliorare così il loro stato, nel presentar loro il mezzo di avere capitali e di ammorlizzare i debiti contratti con mite interesse. Ora questa Banca territoriale che è un' istituzione necessarissima pel Piemonte, e che sarebbe di un' utilità incalcolabile per l'agricoltura, per la fertilizzazione delle steppe incolte che tuttora esistono, pel disseccamento delle paludi, per la coltivazione delle montagne sterili o abbandonate, questa Banca non può più prosperare dico, non può esistere se si vengono a troncargli dalle radici gli elementi della ricchezza nazionale, col colpire di tasse, quel fluttuante capitale fertilizzatore della ricchezza nazionale, questa Banca non potrà stabilirsi, perchè con qualunque imposta di questa natura ogni suo sforzo rimarrebbe inefficace.

Mi permettano di leggere alcune parole di un opuscolo sopra questa materia:

« Il commercio terminando le sue operazioni in pochi mesi rientra nel capitale in breve tempo; invece l'agricoltura non trae profitto dei miglioramenti fatti, se non a poco a poco, dopo molti anni, e non rientra mai nel suo capitale come l'hanno provato Adamo Smith e Sismondi:

« Nell'agricoltura non si vede quella rapida trasformazione del capitale circolante che dà tanta vivacità alle operazioni commerciali. I suoi benefici, benchè più sicuri, non sono mai tanto larghi quanto quelli del commercio. L'interesse dunque che può essere sborsato con facilità dal commercio, schiacciarebbe l'agricoltura, ed il rimborso del capitale, facile al negoziante, è sovente causa di rovina per un proprietario. Onde viene che la Banca Nazionale non può portare aiuto all'agricoltura: ci vuole una Banca basata su tutt'altri principii e con tutt'altro meccanismo.

Per queste ragioni, o signori, io credo che questa legge, che, ove fossi nel Parlamento inglese, chiamerei detestabile, qui mi contenterò di chiamarla non buona, sia una calamità per la prosperità pubblica. Nulla dico del danno pel contributo che va a carico sul capitale; questa è una seconda questione, è questione secondaria della quale non mi occupo.

Io domanderei al Governo se egli ha ben calcolato la conseguenza del ritiro dei capitali dall'industria agricola o non agricola che potrebbe portare questa legge.

È adunque la conseguenza della legge che combatto e non la legge; e so perfettamente lo stato delle nostre finanze, e so che dinanzi a un *deficit* dobbiamo provvedere con tutti i mezzi che sono in nostro potere, per potere arrivare al pareggiamento dell'entrata coll'uscita. Tutte queste ragioni sono conosciute e le divido; ma, come diceva poco fa, in me è la convinzione delle conseguenze rovinose di questa legge; cosicchè quando si ha colpito il credito, la fiducia non si rimetterà che con molto tempo e molte difficoltà, e sopra queste considerazioni si fonderà il mio voto.

**CERRANO, relatore.** Molte obiezioni si mossero contro questa legge dai due onorevoli oratori che mi hanno preceduto: ma molte di queste obiezioni furono già, a parer mio, combattute dalle facili, e lucide parole del signor commissario regio, dimodochè la Commissione avrà poco da aggiungervi.

Fu opposto a questa legge che peccò per falsa base, cioè che non colpiva una materia veramente imponente, che sia di una percezione difficile, e che il prodotto sia nullo: si è detto che colpisce le classi povere, che toglie i capitali all'agricoltura, e che per essa si corre pericolo che questi capitali, sviandosi dall'agricoltura, si riversino sul credito pubblico o passino all'estero; infine che essa produca aumento dell'interesse e quindi anche l'usura.

Si disse che colpisce le classi povere: io farei osservare che qualunque tributo dee colpire egualmente poveri e ricchi, perchè poveri e ricchi possiedono le materie imponibili, solamente in minore proporzione saranno colpiti i poveri, e saranno in maggior proporzione colpiti i ricchi: quella tassa che si restringesse ai soli ricchi sarebbe pochissimo produttiva. Che questa legge tolga i capitali all'agricoltura io non lo credo punto, mentre per essa si colpisce solamente una minima parte della rendita.

Del resto, qualunque tassa è una somma che si toglie e all'industria e all'agricoltura e al commercio, e se questo argomento valesse, ne verrebbe l'assurdo che nessuna imposta si dovrebbe più pagare. Nè sono pure inclinato a credere che sia un gran male che una maggiore quantità di capitali si riversi sul credito pubblico e che questo sia con ciò aumentato. D'altra parte, a tutte queste obiezioni osta il riflesso della tenuità dell'imposta. Sicuramente se l'imposta fosse molto grave partorirebbe in gran parte e forse tutti gli inconvenienti segnalati; ma poichè essa è minima, ne viene di necessaria conseguenza che non produrrà nessuno di quei cattivi effetti, non farà cioè sparire i capitali, non li farà passare all'estero.

Osservo che colui il quale impiega il suo danaro accompagnando dalla cautela dell'ipoteca, ordinariamente non è dato alle speculazioni commerciali, perchè chi si dedica a queste, invece di collocare il suo danaro in un impiego a lungo termine, vuole averlo prontamente sulla mano. Epperò non credo che per evitare il danno di una minima tassa, il creditore ipotecario voglia rinunciare a quell'impiego che non gli procura nessuno sconco, che è assicurato, che è in certo modo immobilizzato, e voglia darsi invece a speculazioni o pure si risolva di far passare i capitali sui fondi esteri; la qual cosa non può farsi senza molti sacrifici anche di danaro, senza molti rischi ai quali sicuramente non vorrebbe andare incontro.

Queste ragioni possono eziandio valere a togliere il timore che questa tassa produca aumento d'interessi, e quindi l'usura; ciò fu ampiamente dimostrato dalle ragioni svolte dal commissario regio.

Un'altra obiezione si è fatta circa alle difficoltà della percezione. Quest'obiezione sarebbe stata fondata se la legge fosse approvata quale è venuta dalla Camera elettiva, cioè si estendesse ai crediti tutti risultanti da atto pubblico. Gli è certo che l'indagare nei tanti uffici d'insinuazione per anni ed anni le stipulazioni che siansi fatte di questo genere, sarebbe un'operazione che per la sua lunghezza e difficoltà, e per dispendio equivarrebbe quasi all'impossibilità. Ma essendosi la gravanza ristretta ai crediti ipotecari (ed in occasione del prestito forzato essendosi già fatto uno stato di questi crediti), io porto avviso che non debba avervi nessuna difficoltà nella percezione.

In quanto al prodotto, che si disse essere nullo, ha già risposto il calcolo del commissario regio, il quale dimostrò che esso si avvicinerà ad un milione; ed un milione sicuramente, nello stato in cui versano le nostre finanze, non è cosa da disprezzare.

Le strettezze delle nostre finanze hanno occupato così visibilmente anche i due onorevoli oppositori che l'uno e l'altro hanno proposto il mezzo di sopperirvi in altro modo che non si voglia fare con la presente legge.

L'onorevole senatore Balbi-Piovera avrebbe voluto che le imposte antiche fossero regolarizzate; questa obiezione non è nuova: questo desiderio lodevole molto, se fosse stato attuabile avrebbe già avuto il suo compimento.

All'altra Camera fu lungamente discusso a questo proposito; ma si dovette riconoscere che la regolarizzazione delle imposte antiche massime per il difetto di catasti, e per l'irregolarità somma dei catasti esistenti, è un'operazione lunga e difficile. L'onorevole senatore Jacquemoud propose un'imposta da rendersi obbligatoria sul diritto di trascrizione, imposta che egli crede possa ascendere a 400,000 lire per la sola provincia di Torino.

Io non so se questo calcolo sia fondato; ma non so poi come si potrebbero accordare tutte le obiezioni mosse dal senatore Jacquemoud alla legge che discutiamo colla proposta di una legge la quale cadrebbe ben più direttamente sulla proprietà. Ad ogni modo l'iniziativa di una legge di questa fatta non appartiene alla Camera dei senatori. Per questi motivi io credo che la legge, come è stata modificata dalla Commissione, possa meritare l'approvazione del Senato.

**ANNUNFO, commissario regio.** Domando la parola.

**PRESIDENTE.** La parola è al commissario regio.

**ANNUNFO, commissario regio.** Io ho chiesto la parola unicamente per giustificare il Governo dal rimprovero che gli si fa di proporre nuove imposte prima di avere regolarizzate le antiche, quelle cioè che hanno per base il catasto, o cadono sulla persona, vale a dire l'imposta prediale e personale.

Quanto all'imposta personale il Governo ha presentato una legge colla quale viene compiutamente riordinata; nella discussione della legge medesima troveranno luogo tutti gli argomenti che credonsi valevoli a condurre un più giusto riparto.

Quanto al riordinamento del tributo prediale fondato sul catasto, l'onorevole senatore riconosce, e riconosce del pari il Governo, che vi sono nei catasti degli sconci che producono delle ineguaglianze, ma dessi sono attribuibili all'epoca lontana in cui furono fatti, alle diverse basi che si sono adottate nel farli ed alle mutazioni che intervennero negli stabili.

Ma il problema da scioglierli sarebbe quello di trovar modo di fare scomparire queste ineguaglianze, le attuali, direi quasi deformità, prima di venire alla regolare riforma del catasto.

Questo problema il Governo ha tentato di scioglierlo, e richiese anche ad un tal fine il sussidio dei lumi di quel distintissimo corpo dal quale attinge ordinariamente parere e consigli; ma il problema fu trovato di tale difficoltà da non potersi risolvere nè prontamente, nè in modo soddisfacente, senza ricorrere alla compilazione del catasto definitivo.

Siccome siamo a fronte di necessità urgenti dell'erario, è pur mestieri che nell'intervallo che decorre fra il tempo presente e quello in cui si addiverrà alla compiuta riforma del catasto, si provveda alle esigenze presenti per quanto è possibile. Questa legge nel modo che fu proposta non sarebbe durativa che fino al 1854, e, qualunque sia il mezzo che per avventura si trovasse di supplire interinalmente e provvisoriamente alla formazione integrale dei catasti, lo credo di poter francamente affermare che non sarebbe possibile il far cessare le attuali ineguaglianze e provvedere ai bisogni dell'erario prima del 1854. Altre considerazioni poi si aggiungono per non tentare mezzi pericolosi ed inefficaci per arrivare ad una perequazione del tributo prediale in modo imperfetto; fra queste considerazioni primeggia quella che, per poco che si faccia, ci vuole molta spesa e molto tempo anche per fare un'operazione imperfetta; che con essa si mettono tuttavia sossopra, direi così, tutte le proprietà, si mette in sospenso il valore loro per aspettare l'esito d'un'operazione provvisoria, non positiva, nè certa. Quando si determini di fare un catasto definitivo, è vero che il valore della proprietà

sarà egualmente in sospenso per un non breve periodo di tempo, finchè si conosca cioè il maggiore o minore gravame a cui saranno assoggettate le proprietà, mediante le operazioni del catasto; ma è accompagnata tale sospensione non solo dalla speranza, ma dalla certezza che il catasto venga a stabilire sovra solide basi l'imposta, e a determinare i valori irrevocabilmente. All'incontro, adottandosi mezzi provvisori imperfetti di perequazione, si passa di timori in timori, cioè si subiscono le conseguenze del primo timore senza eccitare le ulteriori derivanti dalla definitiva catastazione. Un'altra considerazione non meno valevole da farsi, per persuadere che si debba prescindere dai mezzi provvisori, ed avvisare piuttosto ai mezzi definitivi in fatto di catastazione è questa: non dubbio che fra provincie ed anche fra comuni vi sono delle ineguaglianze in fatto di tributo prediale; io credo però che le opinioni di alcuni siano esagerate, perchè facciasi confusione fra quello che si paga in totale per tributo e quello che si paga direttamente per tributo regio, perchè il rilevare diverso delle imposte comunali e provinciali fa sì che in alcuni siti il totale del tributo che si paga sia ragguardevolissimo, sebbene il tributo prediale non sia poi tanto sproporzionato in confronto delle altre località ed in altre molto più modico. Né ciò io asserisco senza un qualche fondamento, inquantochè il Governo ebbe cura di procurarsi nozioni da tutte le provincie, nozioni, se non esattissime, almeno di una certa probabile esattezza, dalle quali è dimostrato che in generale non vi è poi quella ragguardevolissima sproporzione che nell'opinione non del preopinante, ma di molti si afferma verificarsi relativamente al tributo prediale regio fra provincie e provincie.

Chechè ne sia però di questa ineguaglianza, è fatto costante che i possessori attuali generalmente non sono quelli che sottostiano al danno che sia derivato dalle ineguaglianze medesime, poichè ognuno sa che nelle trascrizioni di proprietà l'avveduto acquirente calcola il rilevare dei pesi inerenti alla proprietà; e fatta una prima contrattazione con questa previdenza, il danno derivante dal minor valore del fondo per la maggiore imposta lo sopporta il primo venditore; e che quando il fondo passa negli ulteriori acquirenti con quel marchio di valore che gli è impresso dalla prima catastazione, motivo per cui buona parte dei possessori attuali in conseguenza massime di atti tra vivi non sono i veri danneggiati dalla ineguaglianza delle imposte, ma lo furono quelli che antecedentemente sono stati spropriati. Il che se non giustifica il ritardo nella riforma dei catasti, lo rende almeno meno pregiudiziale e consiglia d'evitare mezzi pericolosi e provvisori di perequazione. Per tutte queste considerazioni il Governo mentre si crede in obbligo tuttavia di continuare gli studi per trovar modo di risolvere il problema di una provvisoria catastazione, acquistò però fin qui una certa tal quale convinzione che difficilmente vi si possa riuscire.

Tuttavia per provvedere in qualche modo a tale provvisoria perequazione nel progetto di legge per l'aumento del tributo prediale, propose che si disponga che quel comune, il quale mediante l'imposta che già paga unita all'aumento proposto del quarto, venisse a pagare più del 12 per cento del reddito, sia in diritto di reclamare per la riduzione a tale misura.

Il Governo non crede con ciò di aver compiutamente soddisfatto al desiderio che molti manifestavano, ma crede tuttavia d'aver provveduto in modo, che adottandosi tale legge si serva al doppio scopo di far sì che il quarto d'aumento non venga ad accrescere l'ineguaglianza, che già esistesse nei precedenti riparti, ed a provvedere allo scarico, se già si pagasse attualmente in quella proporzione.

Vede il Senato adunque che il Governo non ha ommesso di fare quanto per lui si può, avuto riguardo alle circostanze, per provvedere agli inconvenienti d'ineguale riparto, sia riguardo al tributo personale, sia riguardo all'imperfetta catastazione; ma che se non può, come inevitabilmente non può, sopperire ai bisogni dell'erario colle imposte antiche, egli è costretto di ricorrere alle imposte nuove, a mezzi straordinari per circostanze straordinarie; e dirò che l'imposta sui capitali è un mezzo straordinario, un mezzo temporario onde ristabilire l'equilibrio finanziario, oggetto dei comuni desiderii del Ministero e del Parlamento.

**DI CASTAGNETTO.** L'onorevole relatore dell'ufficio centrale ha raccolto come in eletto manipolo tutte le osservazioni fatte dagli oratori che mi hanno preceduto, le quali contengono in sostanza tutti gli appunti che si possono fare a questa legge. Egli ha del pari analizzato e richiamato alla memoria le eccezioni opposte dall'onorevole commissario regio; il perchè poco mi rimane a spigolare nella messe altrui, e mi ridurrò a brevissime osservazioni.

Quando ho preso ad esaminare lo scopo di questa legge, io mi sono domandato se la medesima riposasse sopra la base del capitale, ovvero su quella della rendita; giacchè potevasi la proposizione interpretare dell'uno o dell'altro.

Il dubbio venne sciolto dalla Commissione, la quale così si esprime: « In quanto alla prima questione la Commissione s'accordò in ciò, la tassa dovesse imporsi sulla rendita anzichè sul capitale. »

Qui nascerebbe un altro dubbio, se il Governo voglia entrare nel sistema dell'imposta sulla rendita, sistema che io crederei il più giusto, quando si potessero togliere gli inconvenienti, i quali sono stati segnalati contro quest'imposta, fra i quali non è degli ultimi quello dell'*arbitrarietà* in un Governo come il nostro retto da istituzioni costituzionali.

Però, dopo quanto ha detto la Commissione, dal contesto stesso della legge, io credo di poter la medesima combattere, come legge contro i capitali, piuttosto che contro la rendita. Infatti il reddito è frutto del capitale; chi colpisce il reddito, colpisce il capitale. Si toglie un vigesimo dei frutti: come si potrà dire che l'imposta non è sul capitale?

Si è voluto mettere in pratica quella famosa massima, che i capitalisti erano sempre sfuggiti ad ogni qualunque sacrificio.

Si è voluto, per così dire, cogliere in *flagrante* il solo capitale che si potesse colpire, ma in che modo si è colpito? Lasciando fuor di causa i capitali delle rendite, delle Banche, dell'industria; e perchè? Pel solo motivo dell'impossibilità. Prova dunque che il capitale, come capitale è una detestabilissima materia imponibile.

Dall'impossibilità di colpire gli uni nasce appunto l'iniquità stessa della legge di colpire gli altri, di colpire i capitali che sono massimamente necessari al povero proprietario, alle piccole fortune, lasciando sfuggire i capitali che sono impiegati dai grandi capitalisti nelle Banche, nel credito pubblico e nel commercio.

Si dirà che il Governo sta preparando una legge per colpire i capitali i quali sono in commercio. Finora questa legge non ha ancora ottenuta la sua sanzione, e converrà vedere in qual proporzione possano essere colpiti.

L'imposta sui capitali può essere giusta in quanto che colpisca egualmente tutti i capitali; dal momento che uno, due o tre generi di capitali possono sfuggire a quest'imposta, l'imposta stessa diventa ingiusta, ed oltre ad diventare ingiusta fa sfuggire i capitali dalle categorie imposte per versarli nelle categorie che ne vanno esenti. Dopo del che io osservo che è giustissimo il riflesso fatto da alcuno degli ono-

revoli oratori intorno alla molteplicità delle imposte che il Governo viene a percepire con questa legge. L'onorevole commissario regio non ha potuto negare il fatto; egli naturalmente si è schernito sopra i diversi contratti, i quali necessitano l'imposizione dello stesso diritto, ma ciò non toglie che non sia lo stesso capitale sempre imposto. Essendo lo stesso capitale sempre imposto, ne verrà per conseguenza la diminuzione stessa dei capitali, giacchè l'imposizione potrà cadere non solo sulla rendita, ma potrà intaccare il capitale stesso; in un numero d'anni insomma si verrebbe quasi, si potrebbe dire, a mobilitare la proprietà, cosa che è sempre stata considerata come pericolosissima, e che potrebbe a poco a poco condurci all'imposta progressiva; e ciò dicendo, credo di non errare, giacchè ritengo i motivi stessi, i quali dal Governo provvisorio di Francia erano stati fatti precedere alla proposizione di una legge analoga stata presentata all'Assemblea nazionale nel 1848, ed i termini di questo decreto erano così concepiti:

« Citoyens, avant la révolution de 1848, l'impôt était proportionnel, donc il était injuste; pour être réellement équitable, l'impôt doit être progressif. »

Dunque il Governo provvisorio stesso allora ci vedeva un germe di questa mobilitazione, un germe di imposta progressiva, ed è stato questo uno dei motivi per cui venne combattuta nell'Assemblea legislativa francese, e fu respinta in modo che il Governo ha dovuto ritirarla.

Se la Camera vuole sentire il parere emesso in quella circostanza da un pubblicista di autorità, io non ho che a leggere le osservazioni fatte dal signor Thiers in quell'occasione:

« Si l'impôt sur le revenu est parfaitement juste, parfaitement entendu, l'impôt sur le capital mobilier est à la fois barbare, contraire à toute science financière. »

« L'impôt sur les rentes se distingue de l'impôt sur le revenu, il n'y conduit pas: il en est la négation, c'est une injustice. Des quatre espèces de capitalistes possesseurs de capital mobilier, on frappe la plus pauvre, la plus intéressante; on commet la faute financière de s'exposer à faire élever le taux de l'intérêt, ce qui est la plus grande faute que l'on puisse commettre en économie politique. »

Infatti, imponendo il capitale s'impone la materia prima, la quale serve tanto all'agricoltura come all'industria; imponendo il capitale, si costringono i piccoli proprietari i quali modestamente impiegano i loro danari, e non cercano le speculazioni le più arrischiate, si costringono, dico, a restringere i loro comodi, a sentire la penuria, le privazioni nell'interno delle famiglie, si toglie ad essi una parte di quell'agiatezza la quale, godendosi nelle case private, è sorgente di prosperità anche per lo Stato.

In conseguenza di che io credo che quest'imposta, sia perchè ridotta a tenue proporzione produrrebbe forse un reddito anche inferiore al milione, sia perchè si consacra con essa il principio pericolosissimo d'imporre una specie, mentre rimangono esenti le altre, con grave danno all'agricoltura ed all'industria, non si possa considerare che ingiusta e fatale; quindi io voto contro il progetto di legge.

**ANNULLO**, commissario regio. Siccome l'onorevole preopinante ha cercato di dimostrare che quest'imposta si risolverebbe in imposta progressiva, io mi credo in debito di sottoporre al Senato alcune osservazioni, che valgano a togliere ogni idea d'imposta progressiva in questa legge.

Il Governo, fedele osservatore dello Statuto, non mai avrebbe sottoposto al Parlamento una proposizione d'imposta, la quale o direttamente o indirettamente potesse avere il carattere di progressiva.

L'imposta di cui trattiamo non può aversi per progressiva, ancorchè colpisse il capitale.

Dirà che tutte le imposte se non esuberanti, non colpiscono mai il capitale, ma la rendita, e tanto più questa tassa colpisce la rendita, in quanto che è limitata al quarto di lira per cento.

L'interesse essendo del 5 per cento, il quarto di lira, cioè venticinque centesimi sopra cinque lire, non potrà intaccare il capitale.

Se la quota dell'imposta fosse, per esempio, del 6 per cento, comprendo che intaccerebbe il capitale, ma finchè sarà del quarto di lira per cento, è un'imposta sul reddito, nè esito di chiamarla tale, poichè tutte le altre imposte vigenti, e tutte quelle che si preparano, e che si discuteranno, colpiranno la rendita.

Altra cosa è l'imposta unica sulla rendita, altro è che l'imposta colpisca la rendita.

Io vedo, come l'onorevole preopinante, tutti gli inconvenienti dell'imposta unica sulla rendita nella sua applicazione, per la difficoltà di evitare l'incerto, l'arbitrario e l'ingiusto, più di quello che si incontra nell'attuale metodo d'imposte.

Ma da ciò non ne deriva che queste non colpiscano la rendita o che debbano evitarsi perchè la colpiscono.

Mi si dice che prenderà il carattere d'imposta progressiva quella di cui trattiamo, perchè un medesimo capitale potrà, passando in più mani, costituire più crediti egualmente imposti.

Ciò fosse pur vero, non diventa perciò un'imposta progressiva, poichè io credo che tale debba dirsi soltanto quella la quale non sia proporzionale, ma che prescriva una quota crescente a misura che aumenta la somma, il capitale imponibile, e, per ipotesi, il capitale mille si paghi il 2 per cento, per il capitale duemila si paghi il tre per cento, e così progressivamente aumentando.

Qui sta l'imposta progressiva; ma il capitale di mille o di duemila pagherà sempre il 1/4 di lira per cento; secondo la legge attuale in discussione, passi in uno od in un altro individuo, costituisca più crediti, sarà sempre una tassa proporzionale, e non mai potrà diventare una tassa progressiva; nè mai avverrà che colpisca il capitale in modo che annienti il capitale medesimo, nel qual caso sono temibili gli inconvenienti che l'onorevole senatore ebbe ad accennare.

Io quindi mi restringo a fare questi rilievi accompagnati dalla dichiarazione che il Governo non ebbe in mira di proporre un'imposta progressiva, e che l'imposta di cui si tratta tale non è.

Ci si dice che in Francia si criticò grandemente l'imposta sui capitali fruttiferi, ed è vero: fu anzi decretata la di lei revoca. Io prego il Senato però di ricordare che trattavasi di un'imposta dell'un per cento; quando si tratta dell'un per cento che corrisponde al quinto del reddito, io credo che molti de' timori manifestati dagli onorevoli oratori possano trovare un qualche fondamento, timori che forse hanno determinato la revoca in Francia dell'imposta medesima, se però a determinarla non sono anche concorse le circostanze politiche, economiche e sociali del tempo in cui emanò il decreto che fissava l'imposta e della legge che l'annullava.

Noi fortunatamente non ci troviamo in quelle circostanze, e non potrebbero per conseguenza applicarsi i medesimi principii, i medesimi timori, le medesime conseguenze; quindi io credo che la legge proposta sarà per essere dal Senato adottata.

**SALMI-PROVERBA**. Non ho che a rispondere due parole all'onorevole relatore della Commissione.

Mi pare d'aver detto che sarebbe un male se tutti i capitali che sono impiegati ne' crediti fruttiferi ricadessero sul debito pubblico.

Credo di avere male inteso quanto mi rispose, ma sono certo che il dotto relatore non ignora che la ricchezza della nazione non nasce dal debito pubblico, ma invece il credito pel debito pubblico nasce e vive dalla ricchezza della nazione. Ritirandosi i capitali impiegati nell'industria e nell'agricoltura, il debito pubblico non avrebbe che una vita effimera.

Il dire che non sarebbe un male che i capitali ci si portassero, mi pare che sarebbe un volere sterilire la fonte dell'una e dell'altra.

**CIBRARIO, relatore.** (Interrompendo) Non è questo che ho detto...

**SALBI-PIOVERA...** Forse avrò male inteso. Del resto, mi pare che il commissario regio non ha risposto alla mia interpellanza quando chedevo se il Governo aveva ben misurata e ponderata la portata futura di questa legge, perchè vedo che in Francia hanno dovuto rivocarla.

*Voci.* Se ha proposto la legge è segno che l'ha misurata.

**ARNULFO, commissario regio.** È debito mio il soddisfare all'onorevole senatore, dichiarando che il Governo ha ponderato le conseguenze di quest'imposta, ed appunto, perchè temeva che le conseguenze fossero pregiudizievoli tuttavolta che avesse seguito l'esempio della Francia, la quale portò la tassa all'uno per cento, si restrinse a proporre il quarto di lira per cento; nel che risiede il fondamento a ribattere il maggior numero delle obiezioni che si sono fatte. Poichè, se si tratta dell'imposta dell'uno per cento, vi potrà essere convenienza di esportare i capitali, nonostante gli inconvenienti del trasporto; ma, se si tratti del quarto per cento, questi pericoli sono molto minori, o nulli, tali in valore immensamente maggiore dell'allontanare i possessori di capitali dall'esportarli.

Quanto alle conseguenze che possono riflettere il credito pubblico, io dubito assai che per la tenue differenza del 1/4 per cento vogliano i capitali trasformarsi da capitali ipotecari in capitali in cedole.

Già fu avvertito dall'onorevolissimo signor relatore della Commissione che colui che ha capitali ipotecari fruttiferi è tal persona che non vuol correre rischio, è tal persona che vuol assicurarsi un reddito ed avere, dirò così, la morale certezza di non scemarlo o perderlo mai.

Io non dirò che sul debito pubblico si corra questo rischio, ma dirò tuttavia che le vicende politiche e le circostanze del debito pubblico sono tali che i relativi capitali non offrono per i succennati individui egual confidenza di quelli assicurati sopra stabili e verso privati: ragione per cui per le condizioni speciali dei possessori, non vi è timore che si passino i capitali della ipoteca sopra stabili alla mobilità delle cedole del credito pubblico. Che se poi ciò avvenisse nei tempi che corrono, io credo che non sarebbe da lamentarsene grandemente la traslocazione parziale, inquantochè non è da dissimularsi, e lo sa il Senato, che il Governo deve tuttavia ricorrere al credito onde sopperire alle spese straordinarie dello Stato, e per conseguenza se vi fosse maggiore affluenza di capitali verso il pubblico, ne deriverebbe certamente una miglior condizione pel nostro credito, e non sarebbe questa una disgrazia; e siccome questa legge, sia come fu adottata, sia come la proporrebbe il Senato, non sarebbe sempre che temporaria; le conseguenze della traslocazione non andrebbero oltre a quanto i bisogni dello Stato potrebbero richiedere dal credito pubblico in tale intervallo di tempo; perciò il Governo crede di avere tenuto conto delle

probabili conseguenze che possono da essa derivare, e di potervene proporre l'adozione senza il timore di alcuna conseguenza pregiudiziale.

**JACQUEMOUD.** Je demande la parole.

**PRESIDENTE.** Il senatore Jacquemoud ha la parola.

**JACQUEMOUD.** Parmi les considérations qui ont été si éloquemment développées et par M. le commissaire du roi et par l'honorable rapporteur de la Commission, contre les arguments que j'ai fait valoir pour combattre la loi, on s'est appuyé surtout sur la modicité de la taxe. Mais cette considération qui a, pour ainsi dire, été opposée à presque tous mes arguments, ne serait pas suffisante pour les détruire; car, bien que la taxe soit modique, si cet impôt qui doit rapporter seulement un million, même d'après l'opinion du ministre (je crois qu'il rapportera beaucoup moins), si cet impôt, dis-je, fait fuir les capitaux, si il porte atteinte au crédit, si il effraie les capitalistes, si il fait naître de nombreuses réclamations, ne doit-on pas y renoncer pour lui substituer un autre impôt moins préjudiciable au corps social? Voilà où je porte la question.

**MAESTRI.** Dopo la decisiva risposta data alle varie obiezioni dagli onorevoli oratori il commissario regio e il relatore della Commissione, poche cose rimangono a dirsi, e a poche parole ridurrassi il mio dire. Io voglio ristabilire un principio della scienza economica che fu revocato in dubbio e contraddetto, e rettificare una proposizione che mi sembra inesatta e fallace.

Quali sono coloro che hanno interesse a muovere querela contro la legge? Sono i creditori, siccome quelli che soli ne sono colpiti.

Ora, perchè questi lamenti fossero fondati bisognerebbe ch'essi pensassero che debbono essere esenti dalle contribuzioni. Ma siffatta pretensione è così assurda che non oserebbero proporla apertamente. Dico assurda, poichè contraria al principio fondamentale delle contribuzioni, che i sudditi d'ogni Stato debbono contribuire a mantenere il Governo, ciascuno nella proporzione più esatta possibile colle sue facultà, cioè in proporzione della rendita di cui godono rispettivamente sotto la protezione del Governo.

Quella pretensione ripugna all'articolo 28 dello Statuto.

Non potendo impugnare direttamente la legge, l'impugnano indirettamente. Dicono che i crediti ipotecari pagano già molto alla finanza per la costituzione dell'ipoteca, per l'insinuazione, per la cancellazione, ecc.

Ma queste tasse indirette spettano ad una categoria d'imposta a cui soggiacciono gli atti civili e giudiziari, quali per un titolo, quali per altro, e nulla hanno di comune colle tasse dirette a cui appartiene quella che è in discussione.

Ripigliano che l'imposta sulle rendite e sui crediti va a ferire il capitale; il che è danno della società, perchè conduce ad ammettere la tassa progressiva.

Veramente è cosa singolare che si pretenda esimersi dalle pubbliche imposte il capitale. Imperocchè tutti sanno che tre sono le fonti delle private e pubbliche ricchezze, cioè la terra, il capitale, il lavoro.

Dalla terra si ha la rendita, dal capitale i profitti, dal lavoro il salario. Ora la contribuzione non può trarsi che dalle stesse sorgenti donde nasce quel triplice reddito privato; avvegnachè la contribuzione non è che una parte di quel reddito stesso. Pertanto voler esentare dalla contribuzione il capitale è così meraviglioso come volerne esimersi la terra, e il lavoro o industria.

È poi vano affatto il timore che la tassa sul capitale fruttifero conduce all'imposta progressiva, se si consideri che la

modicità della tassa non prende che una minima parte della eredità, e che non ha elementi di progressività. È dunque contrario ad un principio fondamentale il voler esentare alla tassa il capitale, ossia la rendita che da esso deriva.

Così non può sostenersi la proposizione che l'imposta vada a carico del debitore. La sicurezza colla quale ciò si assevera, deriva, se non erro, da un pregiudizio. Il quale fa che si riguardi il debitore come più facile a cedere alle esigenze del creditore. Se nella quotidiana contrattazione la cosa fosse così in potere del creditore, ne seguirebbe che questi invece del 5 per cento vorrebbe il 6 per cento, il 9, il 12. Se ciò accade talvolta, e pur troppo accade, è un abuso dell'usario, e io non parlo che dell'onesto impiego del danaro. Ora è contrario all'esperienza che il mutante detti la legge al mutuario. Chi fa un prestito fa un contratto, e il contratto si forma dal libero consenso dei due contraenti.

La tassa degli interessi è il risultato della quantità dei capitali offerti all'impiego, e della quantità delle ricerche. Il danaro è una merce che nel prezzo è soggetta alla legge comune a tutte le merci.

Il grano, per esempio, è tanto più a basso prezzo, quanto più grande la massa offerta ai compratori. Quindi gli economisti formarono la formula ben nota al Senato: il prezzo in ragione diretta della domanda, e inversa dell'offerta.

I capitali si presteranno a tanto più alto interesse quanto sarà minore la quantità offerta, e viceversa.

Ora la domanda e l'offerta non dipendono punto dalla contribuzione sulla rendita o sugli interessi del capitale.

La tassa non fa sparire i capitali. Restano i capitali come erano prima, non vi è ragione di dire che l'interesse crescerà, e ricadrà a carico del debitore.

La stessa obbiezione che io combatto si faceva al tempo che Smith scriveva la sua opera *Delle ricchezze delle nazioni*: rispondeva colle ragioni che sono venute accennando:

« Comme un impôt (ei dice) sur la rente des terres ne peut faire monter la vente, parce que le produit net ne peut être plus grand après la taxe qu'auparavant, ainsi par la même raison, un impôt sur l'intérêt de l'argent ne pourrait faire hausser le taux de l'intérêt; la quantité des fonds pécuniaires dans le pays, ainsi que la quantité de la terre, étant supposée demeurer la même après comme avant l'impôt... »

« Le taux ordinaire du profit se règle surtout sur la quantité des fonds à employer, en proportion de la quantité des emplois ou des affaires qui en demandent. Or la quantité des emplois ou des affaires qui demandent des fonds ne peut être ni augmentée, ni diminuée par un impôt sur l'intérêt de l'argent. »

L'imposta adunque, di cui si parla, è razionale, com'è necessario nelle presenti strettezze dell'erario, poichè colpisce materia economicamente imponibile; e nell'ordinaria contrattazione dei mutui non può aggravare la condizione dei debitori.

Io mi restringo a queste gravi osservazioni, giacchè sarebbe perdita di tempo passare ad altre difficoltà che già furono appianate.

**PRESIDENTE.** Domanderò al Senato se crede che la discussione abbia recato quei lumi che erano a desiderarsi, e se quindi sia luogo di tenersi per chiusa.

Chi intende che la discussione generale sia chiusa voglia sorgere.

(È approvata la chiusura.)

« Art. 1. A partire dal primo luglio milleottococinquantesimo, i crediti fruttiferi e le rendite d'ogni natura costituiti o che si costituiranno con atti pubblici, sono assoggettati ad una imposta annua. »

A quest'articolo la Commissione proponeva di sostituire la redazione seguente:

« A partire dal primo luglio milleottococinquantesimo sono assoggettati ad imposta i crediti fruttiferi, i censì e le altre rendite in danaro sì perpetue che vitalizie per cui esista nel territorio dello Stato iscrizione ipotecaria non perenta. »

La parola è al senatore Pinelli.

**PINELLI.** Signori, se ho bene inteso, l'onorevole commissario regio disse che il Governo accettava la modificazione proposta dalla Commissione a quest'articolo, per la quale modificazione è ridotta la materia imponibile ai crediti fruttiferi e censì, ed altre rendite in danaro, sia perpetue che vitalizie per cui esista nel territorio dello Stato iscrizione ipotecaria non perenta.

Quantunque sembri che da questa dichiarazione debba la causa sembrare vinta dalla Commissione, pure non mi si apporrà, spero, a biasimo se (seguendo una specie d'indipendenza), mi permetterò alcune considerazioni per sostenere di preferenza la redazione della legge, quale venne votata dalla Camera elettiva non quella proposta dalla vostra Commissione.

Io dividerò le mie osservazioni in due parti: in primo luogo toccherò di quelle ragioni che mi sembrano derivare dall'intima natura delle cose, cioè che tutti i crediti fruttiferi risultanti da atto pubblico indistintamente debbano andare soggetti ad imposizione. In secondo luogo accennerò alle conseguenze che, a mio avviso, sono dannose e che risultano nel senso contrario.

Quanto alle ragioni che mi muovono a preferire la legge quale fu presentata, due sono le considerazioni generali. L'una è il vedere questo tributo proposto per una durata non maggiore del primo gennaio 1854, dal che io deduco che, ravvisandosi in questo tributo un mezzo straordinario per aumentare i proventi dell'erario, non si debba trascurare nulla di quanto può concorrere ad accrescerli. La seconda io la attingo dal principio d'universalità nel concorso delle imposizioni; principio che, oltre ad essere nell'articolo 25 dello Statuto stabilito in modo solenne, è, può dirsi, un voto della nazione, essendo esso solennemente proclamato dal legislatore in un apposito articolo del Codice civile.

Questa considerazione fu sempre di grave peso, ed io cercherò svolgere le ragioni per le quali non si ponga la questione sotto l'aspetto in cui la pose la Commissione, se cioè convenga assoggettare i soli crediti fruttiferi all'imposta, quando risultano da iscrizioni ipotecarie, piuttosto che considerare la cosa sotto altro punto di vista, vale a dire, se vi sia motivo alcuno per dispensare qualunque sorta di crediti risultanti da atto pubblico onde concorrere a questa imposizione.

Io comprenderei che la legge se fosse concepita nel senso quale la propose la Commissione (qualora non avessimo nella nostra legislazione una distinzione assai sensibile quanto ai contratti che debbono risultare o no per necessità da atto pubblico), io comprenderei, dico, non potendosi di regola supporre una preferenza di stipulazione per atto pubblico anziché per contratti privati, salvo l'effetto di ottenere dati certi, lo che si può ottenere anche altrimenti che per mezzo dell'atto pubblico; se in tale sistema, dico, la legge si proponesse di non richiedere l'assoggettamento alle imposte che di una certa classe di crediti, perchè il concepire la legge nel senso in cui si propone, in un sistema cioè il quale tenda espressamente all'opposta conclusione, mi pare essere lo stesso che implicitamente esentare una classe di crediti i quali perchè non sono ipotecari dovrebbero riconoscere questa specie di privilegio.

Si dirà forse che la transazione privata non ha lo scopo che mi sembra supporre, riflettendo questo essenzialmente la transazione delle proprietà imponibili e le modificazioni che si fanno ai mobili; ma non è questo solamente lo scopo del patrio legislatore. Lo scopo del patrio legislatore è stato veramente, come più o meno anche in altra legislazione si è osservato, la maggior sicurezza dei propri averi; e questa si ottiene quando si pone l'aver proprio sotto la guarentigia, sotto la salvaguardia delle leggi, mediante l'atto pubblico.

Quando invece si procede per atto privato, si dà segno di fiducia personale, ed in questa parte io non posso disapprovare che simili atti siano stati lasciati fuori del dominio del tributo, perchè, se si facesse altrimenti, sarebbe, a parer mio, un urtare contro i principii e dello Statuto e della patria legislazione precedente.

Osservo poi che non si tratta solamente di atti pubblici, come forme prescritte per certe transazioni attinenti le proprietà imponibili (dove si potrebbe riferire che queste transazioni, o cadono sotto il credito ipotecario se forma prezzo di un'accessione di immobili, il quale costituisca quindi un privilegio a favore del creditore, o in sostanza non possa riferirsi all'argomento che trattiamo), ma che si sono enumerati questi contratti nelle disposizioni espresse dal Codice civile, se non erro, all'articolo 1412, ove vediamo, oltre le traslazioni di proprietà, le locazioni, le vendite, le società.

Quante volte in una associazione, in un contratto, si pattuisce per un certo capitale una corrisponsione annua, la quale forma in sostanza un vero credito fruttifero, e solo perchè non vi è stata presa l'ipoteca, questo contratto non dovrà andare soggetto all'imposizione? Io comprenderei che questa restrizione all'ipoteca fosse in certo modo anche in vantaggio della legge, e potesse servire in qualche modo alla percezione del tributo. Ma vedo che in questa parte io non ho che a lodare l'intenzione del legislatore, il quale assolutamente vuole che l'imposizione sia posta a carico del creditore, non ostante qualunque patto in contrario. Ma non potrà mai essere il caso che quest'ipoteca la quale assicura la rendita del creditore, assicuri pure in certo modo anche l'esazione. Secondo me, deve essere identica la posizione dei creditori aventi ipoteca e quella di coloro che non l'hanno: l'imposizione è un carico personale, e non vi è motivo per conseguenza per cui uno debba essere soggetto, e l'altro non lo debba essere. Se si trattasse di cosa di lieve momento, certamente si potrebbe trascurare, ma ripeto che io non la credo cosa di lieve momento. Considero, per esempio, che vi sono delle antiche rendite costituite per contratti, i quali erano anteriori al sistema ipotecario, le quali costituivano anche certi smembramenti di proprietà. Vi erano dei canoni, dei livelli, dei domini diretti.

Mi si dirà forse: ma questi canoni, questi livelli, queste rendite pagano già per l'imposizione per il fondo; ma se sopportano l'imposizione ben devono sopportarla in quanto che hanno seco annessa una specie di ragione di condominio la quale porta persino qualche volta la consolidazione della proprietà, il che però non li dispensa dal corrispondere quella parte d'imposizione che potrebbe riferirsi come rendita. Ora molte sono di queste rendite, perchè furono bensì considerate nella legge che emanò su questo argomento sotto la data del 14 dicembre 1837, ed in cui si dichiara che: (*Legge*)

Queste rendite sussistono indipendentemente dall'ipoteca; queste rendite non sono pareggiate a quelle che si costituirebbero secondo il Codice; di loro natura queste sono rendite di un genere a sè. Io domando qual ragione vi sarebbe

ad eccettuare queste rendite dal concorrere all'imposizione. Se è vero che è di gran peso la considerazione di non scemare il prodotto di un'imposizione, mi pare che questa considerazione deve tanto più valutarsi quando essa si congiunge col principio dell'eguaglianza, col principio dell'universalità. Io quindi non potrei considerare come un miglioramento arrecato al voto della Camera elettiva la proposta della vostra Commissione di ridurre questa.

Ma, come aveva l'onore di osservare, vi sono anche conseguenze da pesare, che avverrebbero adottandosi questa forma di redazione, e queste conseguenze sono di non lieve entità.

Quindi io già considero quale spinta diano ai capitali i collocamenti nei fondi pubblici sopra i quali non si fa cadere quest'imposizione.

Io non starò qui a ripetere le osservazioni che ebbi altre volte l'onore di sottoporre alla Camera; comprendo che sarebbero molto meno opportune trattandosi d'imposizione che colpisce direttamente la rendita, e che potrebbero esercitare una certa influenza sopra il credito pubblico sopra il corso dei nostri capitali. Dico però che se per una rendita di 24 milioni annui vi è stata una spinta così forte per i capitali da portarli di preferenza a simili impieghi, quale interesse non vi sarà perchè si eleggano di preferenza altre combinazioni che quelle le quali possono interessare la proprietà mobile? Ed a questo riguardo io non posso a meno di far ancora presente come le rendite ipotecarie per l'appunto siano il più sovente quelle le quali si costituiscono, in occasioni di capitali, che vengono amministrati per il miglioramento della proprietà stabile, per sussidio all'agricoltura. Se si rende relativamente difficile la convenzione di queste ipoteche, certamente non si può negare che qualche conseguenza grave ne deriverà. Questo punto è stato talmente svolto dagli onorevoli preopinanti, che crederei abusare del vostro tempo, se vi ci trattenessi sopra maggiormente; nullameno non posso che dichiarare di associarmi a questo riguardo al nobile interessamento espresso dall'onorevole senatore Balbi-Piovera, che desidererebbe che quelle ipoteche che risultassero dirette a beneficio dell'agricoltura e a fare fruttificare gli immobili, i fondi di terra, potessero ottenere un qualche miglioramento e questo miglioramento si potrebbe ottenere sempre, piuttosto cercando di deviare da questi capitali le imposizioni, anzi che concentrarle sopra i medesimi.

Per conseguenza io voto in favore del progetto quale venne votato dall'altra Camera.

**ARNULFO, commissario regio.** Domando la parola.

**PRESIDENTE.** La parola è al commissario regio.

**ARNULFO, commissario regio.** Dopo quanto ha testè accennato il signor senatore Pinelli, mi trovo in obbligo di dichiarare al Senato che fra la proposizione di legge fatta dal Governo ed il voto della Camera dei deputati, il Governo non accetta, come non combatte l'emendamento dell'ufficio centrale, poichè da un lato concorda l'emendamento colla proposizione dal Governo originariamente fatta, dall'altro lato il voto della Camera dei deputati che la modificò.

Quindi il Governo si rimette alla sapienza del Senato.

**STARA.** Domando la parola.

**PRESIDENTE.** La parola è al senatore Stara.

**STARA.** Alle molte considerazioni svolte dall'onorevole senatore Pinelli, io mi farò lecito di fare due brevissime osservazioni. La prima si è che in quasi tutti i casi (ben pochi essendo quelli che succedono diversamente) si sceglie la forma dell'istromento pubblico, non tanto per avere prove più facili, più sicure del contratto, quanto per potere nell'istromento

mento costituire l'ipoteca, giacchè essa non si può costituire altrimenti che per atto pubblico. Da ciò ne viene che tutti o quasi tutti i crediti costituiti per atto pubblico hanno pure l'ipoteca annessa, di modo che assoggettandosi colla presente legge i crediti ipotecari alla nuova imposta, si assoggettano, come ho detto, tutti o quasi tutti i crediti costituiti per istromento pubblico.

Osserverò poi che colla disposizione che si propone dalla Commissione in sostituzione dell'articolo primo del progetto ministeriale, cioè di assoggettare, invece dei crediti costituiti per istromento pubblico, i crediti ipotecari, rimangono compresi tutti o quasi tutti i crediti costituiti per istromento pubblico, ed inoltre si contempla ancora un'altra categoria di crediti che sfuggirebbero al disposto dell'articolo ministeriale, che sebbene non costituiti per atto pubblico, tuttavia sono ipotecari.

Questi crediti sono di due specie: quelli portati da scritture private, le quali sono poi state in seguito, o verificate o ammesse in giudizio. E per vero, se i crediti, ancorchè portati da scrittura privata vengono in seguito o ammessi dalle parti in giudizio, o dalla parte creditrice provati legittimi, da questa verificaazione sorge l'ipoteca, e sorgendo l'ipoteca vengono a costituire altrettanti crediti ipotecari i quali rimangono assoggettati all'imposizione.

Donda ne consegue che l'articolo formulato dalla Commissione è assai più ampio che non sia quello proposto dal Ministero, mentre i crediti portati da private scritture, ammessi o verificati in giudizio, non sfuggirebbero alla novella imposizione.

**PIRELLA.** Io non disconvegno che dalla ricognizione di una scrittura in giudizio o dal riconoscimento volontario ne risulti l'ipoteca, la quale farà sì che questo credito possa essere compreso sotto le disposizioni della legge; ma io dirò sempre che al vedere alcune rendite ipotecarie, in confronto di altre che non lo sono, ma la cui esistenza è egualmente certa ed evidente, io non posso farmi un'idea della ragione per cui le une debbano essere assoggettate al tributo e non le altre, massimamente come aveva l'onore di osservare, che l'ipoteca giova a tutt'altro fine che a quello cui potrebbe riflettere l'imposizione.

Se io dovessi parlare nel senso più lato del mio sistema, io non avrei difficoltà di estendere la legge a tutte le scritture che abbiano acquistata data certa, ancorchè non l'abbiano acquistata insieme coll'ipoteca. Ma dacchè si era già dopo una lunga discussione seguita nell'altra Camera, riconosciuto necessario di stabilire l'imposta sopra tutti i crediti fruttiferi risultanti da atto pubblico, ripeto che non vedo ragione per votarla.

**PRESIDENTE.** Non domandandosi la parola porrò ai voti l'emendamento della Commissione così concepito:

« A partire dal 1° luglio 1851 sono assoggettati ad imposta i crediti fruttiferi, i censi e le altre rendite in danaro, al perpetuo che vitalizie, per cui esiste, nel territorio dello Stato, iscrizione ipotecaria non perenta. »

Chi l'adotta voglia levarsi.

(È adottato.)

Viene ora l'articolo 2:

« Sono esclusivamente eccettuati dalla disposizione generale di cui nel precedente articolo:

1° I crediti della moglie verso il marito, e di questi verso terzi per dotti ed assegnamenti nuziali apparenti da contratti di matrimonio;

2° Le pensioni assegnate dagli ascendenti ai loro figli, per

abilitarli ad imparare una professione o ad intraprendere una carriera. »

A quest'articolo la Commissione non fa altro che proporre la soppressione della parola *esclusivamente*.

Metterò ai voti l'articolo 2, meno la parola *esclusivamente*.  
**JACQUEMOUD.** Domando la parola.

**PRESIDENTE.** Il senatore Jacquemoud ha la parola.

**JACQUEMOUD.** Dans la loi d'impôt sur les successions récemment votée à la Chambre électorale, et adoptée par le Gouvernement, on a exempté de l'impôt les successions en ligne directe qui n'excèdent pas 2000 francs. On s'est fondé, soit sur la modicité de la taxe, soit sur la convenance de favoriser la classe pauvre. J'invoque les mêmes raisons pour proposer qu'au exempté de l'impôt les créances dont le capital n'excède pas 500 francs.

**ANNUNFO, commissario regio.** Non posso aderire all'emendamento proposto, in quanto che in primo luogo, stando alle stesse premesse fatte dall'onorevole senatore, l'imposta ridurrebbersi considerevolmente, avendo egli nei suoi calcoli creduto di dimostrare che il maggior numero dei contratti sia inferiore alle 500 lire; sarebbe questo un mezzo indiretto di rifiutare la legge.

Indipendentemente da ciò, non vi sarebbe più il principio di giustizia, secondo cui si debbono colpire indistintamente i capitali.

In terzo luogo si aprirebbe un'immensa porta alla frode, in quanto che per evitare l'imposta basterebbe dividere i capitali in altrettanti mutui di 500 lire caduno.

Non parlerò di una legge che non fu ancora definitivamente votata, ma dirò soltanto che vi ha una ragguardevolissima differenza fra la legge delle successioni e quella di cui ora ci occupiamo; che là si colpisce un patrimonio intero, l'intera eredità la quale quando non è ingente, ma di piccola somma, si può presumibilmente affermare che costituisce in molti casi tutta la risorsa dell'erede quasi povero.

Che per contro quando si limitasse a lire 500 il capitale soggetto all'imposta è dimostrato che non si esonererebbero i poveri, poichè chi mutua capitali è necessariamente e verosimilmente ricco e per conseguenza si farebbe non favore al povero ma al ricco, il quale, ripeto, dividendo i suoi capitali in lire 500, sfuggirebbe all'imposta compiutamente.

Credo quindi che non vi sia analogia fra la legge presente e quella delle successioni, e credo egualmente che l'ammettere l'emendamento distrurrebbe questa legge e che per conseguenza non possa essere adottato.

**PRESIDENTE.** Domando prima se l'emendamento Jacquemoud è appoggiato.

(Non è appoggiato.)

**DE CARDENAS.** Domando la parola sull'articolo.

**PRESIDENTE.** Il senatore De Cardenas ha la parola.

**DE CARDENAS.** Fra le eccezioni vi è quella delle pensioni assegnate dall'ascendente ai figli per abilitarli ad imparare una professione od intraprendere una carriera.

Le pensioni alimentari però non sono quivi contemplate.

Io osserverò che sotto l'antico regime avvennero frequenti casi, per cui in molte famiglie i secondogeniti, pei diritti di primogenitura, non avevano altro per eredità paterna che la pensione alimentare.

Ora, pare a me che questa non possa essere soggetta alla nuova imposta.

Inoltre noterò come attualmente possa accadere che a qualche figlio, perchè diseredato o non riconosciuto, il padre non abbia lasciato che una pensione alimentare.

Sotto questo titolo di pensione alimentare, la legge do-

vrebbe contenere le stesse eccezioni fatte a favore delle pensioni date dagli ascendenti a quelli che imparano una professione od un mestiere. Onde proporrei di aggiungere queste parole: *le pensioni semplicemente alimentari.*

**ARNULFO, commissario regio.** Siccome lo scopo che si propone l'onorevole preopinante è identico a quello a cui accenna l'articolo secondo, vale a dire di non ammettere imposta laddove si tratta soltanto di provvedere all'educazione dei figli, io credo che l'emendamento possa essere ammesso, poichè anche in questo secondo alinea dove si dice: « la pensione assegnata dagli ascendenti ai loro figli per abilitarli ad imparare una professione, » sta racchiusa la parola che è posta nell'emendamento, *la pensione alimentare*, poichè per abilitarsi a prendere una professione bisogna pure mantenersi: io credo, che se è in questo senso che si è fatta la proposta, non vi possa essere difficoltà ad ammetterla.

**CRISTIANO, relatore.** La Commissione accetta l'emendamento proposto dal senatore De Cardenas con una modificazione.

Fa osservare che vi sono pensioni alimentari non solo assegnate dagli ascendenti ai loro figli ma possono essere assegnate dai figli agli ascendenti, dunque bisognerebbe dire: « eccetto le pensioni meramente alimentari tra gli ascendenti ed i discendenti, oppure tra gli ascendenti e loro figli, e viceversa. »

**DE CARDENAS.** Mi associo alla redazione del relatore della Commissione. Proporrei però al medesimo di vedere se non sarebbe forse meglio dire soltanto: « le pensioni semplicemente alimentari, » la quale espressione potrebbe comprendere anche quelle pensioni che possono essere lasciate da un fratello ad un altro o date ad un domestico.

Io sottometto alla Commissione questa mia osservazione.

**GALLI.** Vorrei proporre un'altra aggiunta al paragrafo secondo dell'articolo 2. L'articolo 2 dice. (*Vedi sopra*)

Mi sembra che si dovrebbe egualmente, per parità di caso, comprendere nell'eccezione le pensioni fatte dagli ascendenti ai loro figli ufficiali nel regio esercito per poter contrarre matrimonio dipendentemente alle regie patenti 29 aprile 1820.

Queste pensioni devono farsi dietro decreto dell'auditore di guerra, per atto notarile, e sono iscritte per 24 mila lire (che rappresentano lire 1200 di pensione) nell'ufficio delle ipoteche.

Mi sembra quindi che queste pensioni debbano godere dello stesso favore che godono le altre pensioni fatte dagli ascendenti; massime che io credo che vi sia parità di caso, e forse anche maggior ragione.

Infatti coloro che scelgono una carriera hanno la libertà di scegliere quella che riesce loro meno gravosa; quando invece avete una carriera scelta, se siete obbligati di abbandonarla, perdete tutte le spese che la famiglia ha fatto per l'educazione, perdete eziandio quelle per l'equipaggio, spese tutte importantissime; e allora la carriera è interrotta affatto.

Onde eguali ragioni, a parer mio, militano per l'eccezione di quelli che vogliono intraprendere una carriera e per quella di coloro che la vogliono continuare.

D'altra parte poi non si può dire che questo sia veramente un credito fruttifero; esso non aumenta le entrate della famiglia, che rimangono sempre le stesse, è semplicemente un'applicazione di quel tanto che il figlio ha diritto di consumare di reddito della famiglia, quando viene in famiglia; è un'assegnazione insomma che fa il padre di quanto il figlio avrebbe potuto consumare restando in famiglia; epperò ripeto non è un credito fruttifero.

Per conseguenza insisto perchè l'eccezione debba estendersi a quelle pensioni che gli ascendenti fanno ai figli ufficiali in occasione di matrimonio.

**ARNULFO, commissario regio.** Mentre io consento nell'emendamento proposto dall'onorevole senatore De Cardenas, modificato però nei limiti acconsentiti onde non si estenda ad ogni sorta di pensioni alimentari, io non posso acconsentire all'emendamento proposto dall'onorevole preopinante, perchè esso non si riferisce più al provvedere all'educazione della prole, ai bisogni dei genitori, ma di abilitare i figli a contrarre matrimonio. La cosa in tal caso cambia d'aspetto; non si tratta più di dare una carriera ad un figlio, di farlo ufficiale, ma di dargli moglie.

Mi pare che il Governo non debba intervenire con accordare delle esenzioni per favorire il matrimonio, quando ha già abolita la legge che portava un sussidio ai padri di dodicesima prole; chè, se ammettesse quest'eccezione a favore degli ufficiali che si maritano, bisognerebbe per forza estenderla ad altri, dare incoraggiamento ai matrimoni, il che, come ognuno vede, sarebbe estendere di troppo le esenzioni, e non corrisponderebbe più a quell'intendimento che si manifesta nell'articolo 2, ragione per cui io non posso ammettere l'emendamento proposto.

**PRESIDENTE.** Domanderò se l'emendamento Galli è appoggiato.

(È appoggiato.)

La parola è al senatore Cristiani.

**CRISTIANI.** Non volevo fare che una semplice osservazione.

L'ora essendo assai avanzata, pare impossibile che la legge possa essere approvata in questa tornata, io proporrei che si rimandasse l'articolo alla Commissione, la quale avrebbe campo a formulare un articolo in cui si procurasse di evitare gli inconvenienti a cui alludeva il commissario regio.

**PRESIDENTE.** Domanderò al Senato se intende che l'articolo di cui si tratta sia rimandato alla Commissione, perchè ne faccia nuovo esame.

Chi è di quest'avviso voglia levarsi.

(Il Senato acconsente.)

L'adunanza è sciolta e convocata per domani alle ore 4 1/2 precise se si può.

La seduta è levata alle ore 5.